



# Assemblée générale

Distr. générale  
1<sup>er</sup> février 2022  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 159 de l'ordre du jour

### Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

## Budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023

### Rapport du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats attendus . . . . .	5
A. Considérations générales . . . . .	5
B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui . . . . .	5
C. Partenariats et coordination . . . . .	10
D. Cadre de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	11
II. Ressources financières . . . . .	25
A. Vue d'ensemble . . . . .	25
B. Contributions non budgétisées . . . . .	26
C. Gains d'efficience . . . . .	26
D. Taux de vacance . . . . .	26
E. Formation . . . . .	27
F. Projets de renforcement de la confiance . . . . .	28
G. Autres activités relatives aux programmes . . . . .	28
III. Analyse des variations . . . . .	29
IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . . .	31



V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution <a href="#">75/301</a> ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale, et à celles du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU .....	32
A. Assemblée générale .....	32
B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires .....	39
Annexes	
I. Définitions .....	42
II. Organigrammes .....	44
Carte .....	46

## Résumé

Le présent rapport porte sur le budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, dont le montant s'élève à 41 947 300 dollars.

En application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, la MINUK, guidée par son objectif stratégique, continuera de suivre et d'appuyer les progrès faits sur la voie de la normalisation à long terme des relations entre Belgrade et Pristina, et fera rapport à ce sujet ; de contribuer au renforcement de la confiance entre les communautés ; de fournir un appui dans les domaines des droits humains et de l'état de droit ; d'assurer des fonctions de coordination et de facilitation ; et d'agir en faveur des priorités concernant les femmes et les jeunes dans les domaines de la paix et de la sécurité.

Ce projet de budget couvre le déploiement de 8 observateurs militaires, de 10 membres de la police des Nations Unies, de 112 agents recrutés sur le plan international, de 220 agents recrutés sur le plan national et de 24 Volontaires des Nations Unies.

La corrélation entre le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2022/23 et l'objectif de la Mission est expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composante opérationnelle et composante Appui). Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission.

Les explications relatives à la variation des ressources, humaines et financières, font référence s'il y a lieu aux produits correspondants prévus par la Mission.

### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2020/21)	Montant alloué (2021/22)	Dépenses prévues (2022/23)	Variation	
				Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	571,9	768,5	734,8	(33,7)	(4,4)
Personnel civil	30 961,5	32 534,4	33 275,0	740,6	2,3
Dépenses opérationnelles	8 149,4	7 995,6	7 937,5	(58,1)	(0,7)
<b>Montant brut</b>	<b>39 682,8</b>	<b>41 298,5</b>	<b>41 947,3</b>	<b>648,8</b>	<b>1,6</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	4 038,0	4 105,4	4 203,8	98,4	2,4
<b>Montant net</b>	<b>35 644,8</b>	<b>37 193,1</b>	<b>37 743,5</b>	<b>550,4</b>	<b>1,5</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>39 682,8</b>	<b>41 298,5</b>	<b>41 947,3</b>	<b>648,8</b>	<b>1,6</b>

**Ressources humaines<sup>a</sup>**

	<i>Observateurs militaires</i>	<i>Police des Nations Unies</i>	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>	<i>Personnel recruté sur le plan national<sup>b</sup></i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	<i>Total</i>
<b>Direction exécutive et administration</b>						
Effectif approuvé 2021/22	–	–	22	10	5	37
Effectif proposé 2022/23	–	–	22	10	5	37
<b>Composantes</b>						
Composante opérationnelle						
Effectif approuvé 2021/22	8	10	54	72	13	157
Effectif proposé 2022/23	8	10	53	73	13	157
Appui						
Effectif approuvé 2021/22	–	–	37	137	6	180
Effectif proposé 2022/23	–	–	37	137	6	180
<b>Total</b>						
Effectif approuvé 2021/22	8	10	113	219	24	374
Effectif proposé 2022/23	8	10	112	220	24	374
<b>Variation nette</b>	–	–	<b>(1)</b>	<b>1</b>	–	–

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.

<sup>b</sup> À savoir 34 administrateurs et 186 agents des services généraux.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section IV du présent rapport.

## I. Mandat et résultats attendus

### A. Considérations générales

1. Le mandat de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [1244 \(1999\)](#).
2. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre l'objectif général consistant à instaurer les conditions nécessaires pour que tous les habitants du Kosovo puissent vivre en paix et dans des conditions normales et à promouvoir la stabilité dans les Balkans occidentaux.
3. Conformément à cet objectif général, la MINUK contribuera, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations, en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après. Ces tableaux sont organisés en fonction des deux composantes (composante opérationnelle et composante Appui), qui découlent du mandat de la Mission.
4. Les réalisations escomptées sont celles qui permettront d'atteindre, au terme du mandat de la Mission, l'objectif fixé par le Conseil de sécurité, tandis que les indicateurs de succès serviront à mesurer les progrès accomplis au cours de l'exercice budgétaire. Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission.
5. La Mission est dirigée par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Kosovo, qui veille à coordonner la démarche suivie par la présence civile internationale. La Représentante spéciale assure également la coordination avec la présence internationale de sécurité, à savoir la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui sont déployées sous l'autorité générale du Conseil de sécurité en application de la résolution [1244 \(1999\)](#), et la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX), qui est déployée conformément au rapport du Secrétaire général du 24 novembre 2008 ([S/2008/692](#)) et à la déclaration du Président du Conseil de sécurité du 26 novembre 2008 ([S/PRST/2008/44](#)).

### B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui

6. En application de la résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité, la MINUK, guidée par son objectif stratégique, continuera de suivre et d'appuyer les progrès faits sur la voie de la normalisation à long terme des relations entre Belgrade et Pristina, et fera rapport à ce sujet ; de contribuer au renforcement de la confiance entre les communautés ; de fournir un appui dans les domaines des droits humains et de l'état de droit ; d'assurer des fonctions de coordination et de facilitation ; et d'agir en faveur des priorités concernant les femmes et les jeunes dans les domaines de la paix et de la sécurité. S'inspirant de l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général, elle continuera de mener en priorité des activités qui favorisent le dialogue, la réconciliation, l'accès à la justice et le respect des droits humains et permettent de mettre en avant le rôle des dirigeants communautaires, des femmes, des jeunes et d'autres acteurs du changement dans les initiatives de renforcement de la confiance intercommunautaire. En application de la résolution [2250 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et de sa stratégie-cadre pour les jeunes, la paix et la sécurité, la MINUK continuera d'encourager les jeunes à participer au renforcement de la confiance entre les communautés et à la gouvernance locale et de promouvoir le rôle qu'ils ont à y jouer.

7. Consciente du caractère central des processus politiques dans le maintien de la paix et s'inspirant de l'initiative Action pour le maintien de la paix, la Mission s'emploiera encore à appuyer la mise en œuvre des accords politiques et techniques conclus par les parties, notamment dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, en particulier le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, du 19 avril 2013. Dans ce contexte, elle fournira conseils et appui, à la faveur de missions de bons offices, de la mise en commun de l'information et de la tenue de réunions, notamment avec de hauts fonctionnaires à Pristina, à Belgrade et dans la région.

8. La Mission continuera de mettre l'accent sur les initiatives de renforcement de la confiance dans l'ensemble du Kosovo, qui contribuent directement à la réalisation de son objectif stratégique de consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité et d'instauration des conditions nécessaires pour que tous les habitants du Kosovo puissent connaître la paix et mener une vie normale et pour que toutes les communautés du Kosovo progressent sur la voie de la réconciliation et de l'intégration, comme l'a demandé le Conseil de sécurité. Ces initiatives de renforcement de la confiance s'inscrivent dans le prolongement des processus politiques et favorisent la participation d'un pan plus large de la société kosovare, y compris des femmes et des jeunes, à la prise de décision.

9. Restant préoccupée par les problèmes que rencontrent les communautés, la Mission veillera à entreprendre, appuyer et aider à organiser des activités visant à améliorer le fonctionnement à la fois des mécanismes mis en place aux niveaux local et central (services municipaux chargés des communautés et des retours, adjoints aux maires responsables des communautés, vice-présidents des assemblées municipales pour les communautés et commissions des communautés), dans le respect de la législation kosovare, et d'autres instances conçues pour garantir un environnement sûr et sécurisé, comme les conseils municipaux pour la sécurité communautaire et les comités locaux de sûreté publique. Elle continuera, en outre, d'agir en faveur de la sécurité des personnes qui reviennent chez elles et de faire un suivi en la matière, notamment en se rendant régulièrement sur des lieux de retour déterminés.

10. La Mission appuiera la promotion et la protection des droits humains et de l'état de droit. Elle collaborera activement avec les autorités kosovares de façon à : a) contribuer à ce que la législation et les politiques soient conformes aux normes relatives aux droits humains ; b) faciliter la participation des acteurs locaux aux mécanismes régionaux et internationaux de défense des droits humains ; c) entretenir des relations avec les organes conventionnels et faciliter les échanges entre les intervenants kosovars qui œuvrent pour les droits humains et les rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme. Elle aidera les institutions kosovares garantes de l'état de droit à atteindre l'objectif de développement durable n° 16 (Paix, justice et institutions efficaces). Elle s'attachera à suivre et à analyser l'évolution de la situation en ce qui concerne l'état de droit et à en rendre compte : dans cette optique, elle effectuera des visites sur le terrain et évaluera les progrès réalisés en matière d'intégration de la justice dans la région de Mitrovica, assistera à des réunions organisées dans les locaux du ministère public et dans les établissements pénitentiaires, suivra les procédures judiciaires et l'évolution de la législation et rédigera des rapports thématiques, notamment les rapports relatifs aux réunions mensuelles de coordination consacrées au principe de l'état de droit et à la société civile, qu'elle tient à Mitrovica.

11. La Mission continuera de s'acquitter de fonctions liées à l'authentification des documents d'état civil et restera en contact avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL). Elle facilitera, au besoin, la participation de représentants du Kosovo à des réunions internationales, en particulier celles relatives

à des accords multilatéraux dont elle est signataire au nom du Kosovo. Fidèle à son engagement de longue date de s'employer à déterminer le sort des personnes disparues, elle collaborera avec le Groupe de travail sur les personnes portées disparues à la suite des événements survenus au Kosovo, d'assurer la liaison avec la Commission des personnes disparues du Kosovo et la Commission des personnes disparues du Gouvernement serbe et de faciliter les réunions de familles des personnes disparues.

12. La Mission continuera de soutenir les initiatives de concrétisation des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, notamment les résolutions [2106 \(2013\)](#), [2122 \(2013\)](#) et [2242 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, et de tenir compte des questions et préoccupations relatives au genre dans toutes ses activités, notamment en facilitant la participation des femmes à la prise de décision et en garantissant leur accès à la justice. Conformément à la résolution [2250 \(2015\)](#) du Conseil et à sa stratégie-cadre pour les jeunes, la paix et la sécurité, elle continuera d'encourager les jeunes à participer au renforcement de la confiance entre les communautés et à la gouvernance locale et de promouvoir le rôle qu'ils ont à y jouer.

13. La Mission recalibrera ses activités de communication stratégique de façon à toucher un plus large éventail d'acteurs et d'institutions kosovars et s'emploiera à élargir la portée de son message en utilisant davantage son propre site Web et les médias sociaux. Elle veillera tout particulièrement à sensibiliser davantage le public à ses activités, notamment en ce qui concerne le renforcement de la confiance intercommunautaire, les jeunes et les questions de genre. Elle fera de ses activités de communication stratégique un outil d'exécution de son mandat, qui l'aidera à toucher un public plus large et à mieux faire comprendre son mandat et les activités y relatives.

14. Les projets de renforcement de la confiance et les activités relatives aux programmes, menés en lien avec les objectifs et les priorités stratégiques, joueront un rôle central dans le renforcement de la capacité de la Mission de s'acquitter de son mandat, notamment pour ce qui est de favoriser la confiance entre les communautés, l'accent étant mis sur l'exécution du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Dans le cadre de ces projets et activités, la Mission s'emploiera, en collaboration avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, à aider les autorités locales et les communautés vulnérables à faire face aux risques, tels que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui pourraient avoir des conséquences sur les moyens de subsistance et la résilience des communautés. En outre, elle s'efforcera d'accroître l'efficacité de son action en menant des projets dans les domaines des droits humains et de l'état de droit. Ces projets l'aideront à renforcer ses partenariats conformément à l'initiative Action pour le maintien de la paix Plus, en particulier avec les entités des Nations Unies, et à créer des synergies propres à améliorer l'exécution de son mandat.

15. Le Système complet d'évaluation et de planification de la performance a été lancé à la Mission en 2020 et est utilisé pour planifier, évaluer, adapter et renforcer régulièrement les opérations afin d'améliorer l'exécution du mandat ainsi que pour servir de base aux tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats. Il permet d'évaluer régulièrement l'efficacité et l'impact des produits de la Mission, en mettant en évidence les meilleures pratiques et les domaines dans lesquels les opérations peuvent être renforcées.

16. La MINUK a utilisé ses procédures de planification interne pour élaborer les actuels tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats et faire en sorte qu'ils soient : a) en phase avec ses principales priorités ; b) fondés sur les dernières analyses du contexte local et des nouvelles perspectives ; c) ciblés sur les parties prenantes identifiées dans ces analyses comme jouant un rôle essentiel dans la promotion du

changement et la réalisation des tâches prescrites ; d) adaptés en fonction des évaluations de la performance et de l'efficacité de la Mission ; et e) conçus pour faire en sorte que les produits qu'ils contiennent soient de plus en plus étroitement alignés sur les produits à impact du Système compét d'évaluation et de planification de la performance. L'utilisation de ce Système pour l'élaboration des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats a également aidé la Mission à privilégier les produits considérés comme pouvant avoir la plus forte incidence, notamment en ce qui concerne l'amélioration des perceptions et des relations intercommunautaires, la représentation plus large des communautés non majoritaires, notamment les femmes et les jeunes, et la création de possibilités d'interaction entre les communautés afin de renforcer la confiance et la coopération. Il est donc proposé d'ajouter deux nouveaux produits à impact qui sont conformes à ceux du Système d'évaluation de la Mission et intéressent la participation des femmes à la vie politique au Kosovo et la coordination des activités de plaidoyer pour une participation inclusive des jeunes aux activités politiques.

### **Activités d'appui de la Mission**

17. Conformément à l'accent mis par le Secrétaire général sur l'analyse et la gestion des données, l'innovation et les partenariats au cours de l'exercice 2022/23, la Mission se propose d'engager de nouvelles initiatives dans ces domaines en tirant parti des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience des années précédentes et de poursuivre ses efforts pour atteindre l'excellence opérationnelle.

18. S'agissant de l'analyse et de la gestion des données, la Division de l'appui aux missions s'emploiera à associer l'expertise de la MINUK à celle des autres missions de maintien de la paix, en consultation avec le Siège de l'ONU et le Centre de services mondial, afin de créer et de renforcer une solide communauté d'utilisateurs de l'informatique décisionnelle et de promouvoir une utilisation plus large des outils correspondants pour une prise de décision fondée sur les données dans l'ensemble des missions. Parallèlement, la Mission continuera de s'attacher à fournir au Siège de l'ONU et à d'autres missions une aide pour l'élaboration d'outils d'informatique décisionnelle et le renforcement des capacités des personnes qui utiliseront ces outils ainsi qu'à organiser des formations et partager avec eux les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience dans les domaines de la visualisation des données et de l'analyse de la performance.

19. Pour ce qui est de l'innovation, la Mission mettra en œuvre sa feuille de route triennale actualisée en matière d'assurance qualité en renouvelant sa certification ISO 9001:2015 (relative aux systèmes de management de la qualité). Elle poursuivra pour la deuxième année consécutive la mise en œuvre de la norme ISO 14001:2015 (relative aux systèmes de management environnemental) et vise à obtenir la certification ISO 27001:2013 (relative aux systèmes de gestion de la sécurité de l'information) et la certification ISO 45001:2018 (relative aux systèmes de santé et de sécurité au travail) au cours de l'exercice 2022/23.

20. Le projet de construction visant à remplacer les conteneurs par des murs en dur dans les bâtiments A et C du Bureau régional de Mitrovica de façon à répondre à des objectifs spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et assortis de délais (SMART) a débuté en juin 2021 et s'est achevé en novembre 2021. Une fois les bâtiments en service, la Mission évaluera les avantages, tels qu'une moindre consommation d'énergie et d'eau, et partagera les enseignements tirés avec le Centre de services mondial, le Siège de l'ONU et les autres missions. Ce projet respectueux de l'environnement créera de meilleures conditions de travail grâce à des structures dont la conception intègre les aspects environnementaux et les indicateurs SMART,



combinant efficacité énergétique, capteurs en réseau et enregistrement des données dans le cadre du système de gestion à distance des infrastructures de terrain.

21. Le projet de budget pour l'exercice 2022/23 prévoit ce qui suit : a) des travaux de construction pour la remise en état du bâtiment B et l'amélioration de la sécurité du bâtiment A au Bureau régional de Mitrovica et l'amélioration du système centralisé de chauffage, ventilation et climatisation en place au quartier général de la Mission à Pristina ; b) des mesures pour lutter contre la COVID-19, notamment la fourniture d'équipements de protection individuelle et de kits de dépistage rapide et l'intervention d'une équipe médicale de l'avant ; et c) le remplacement d'un véhicule léger de transport de passagers par un véhicule léger tout terrain (4x4).

22. La Mission mettra en œuvre des initiatives et des activités conformes à la stratégie environnementale du Siège de l'ONU et au Plan d'action du Secrétariat de l'ONU pour le climat (2020-2030). Au cours de l'exercice 2022/23, elle continuera de privilégier des politiques de gestion de l'environnement et des déchets à même d'améliorer ses résultats en matière de protection de l'environnement et de faire passer du niveau de 89 déclaré pour l'exercice 2020/21 à 100 sa note dans le tableau de bord d'évaluation environnementale. Elle s'emploiera à prendre d'autres initiatives dans les domaines de l'utilisation efficace des ressources en eau, du recyclage et de la plantation d'arbres ; à mener des actions de sensibilisation, notamment dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement ; et à utiliser plus efficacement les ressources en eau, à réduire les déchets et à améliorer l'incidence environnementale globale par le biais de l'application continue de la norme ISO 14001:2015. La MINUK prévoit aussi d'être la première mission à exploiter, en consultation avec le Siège de l'ONU et le Centre de services mondial, les synergies entre les systèmes de gestion à distance des infrastructures de terrain, les systèmes électroniques de gestion des carburants et les systèmes de contrôle et de suivi des déplacements des véhicules, afin de renforcer les produits stratégiques et de rendre compte de leur incidence, l'objectif étant de partager les enseignements tirés avec les autres opérations de maintien de la paix.

23. La sûreté et la sécurité du personnel civil et en tenue de la Mission sont assurées de manière adéquate par un examen régulier, par l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, des plans d'urgence et des documents concernant la gestion des risques de sécurité et autres documents correspondants, en application du plan de sécurité et de la politique de gestion des risques de sécurité du système de gestion de la sécurité des Nations Unies au Kosovo. Des améliorations mineures, telles que l'installation de portes d'accès solides et résistantes au Centre des opérations de sécurité et le renforcement des murs et des portes au centre de coordination des réponses aux crises dans les bureaux du quartier général de la Mission à Pristina et au Bureau régional de Mitrovica, sont envisagées afin de renforcer la sécurité et la sûreté du personnel sur ces sites.

24. La Mission poursuivra les mesures de réduction des risques liés à la pandémie de COVID-19. En août 2021, elle a conclu avec succès sa campagne de vaccination des membres de son personnel et des membres de leur famille concernés ainsi que des membres du personnel de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo et des membres de leur famille concernés. Les locaux de la Mission ont ouvert à nouveau pour le travail en présentiel le 1<sup>er</sup> novembre 2021, sous réserve de l'évolution de la pandémie. Le retour sur le lieu de travail est intervenu dans le respect des mesures et pratiques adoptées par la Mission, notamment le port obligatoire du masque, la distanciation physique et le dépistage par tests PCR après les déplacements pour garantir la santé et la sécurité du personnel. Le retour du personnel continue d'être géré en tenant dûment compte du devoir de protection, tout en s'adaptant de manière flexible à l'évolution des circonstances, conformément aux orientations administratives

pertinentes, telles que celles concernant l'aménagement des modalités de travail. Comme suite au retour du personnel dans les locaux de bureau à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021, les hypothèses budgétaires de la Mission sont fondées sur un niveau de fonctionnement normal, prépandémique.

25. La Mission est consciente que la situation de la pandémie, qui permet aujourd'hui un retour au bureau, pourrait évoluer défavorablement. Par conséquent, jusqu'à la fin de la crise sanitaire, elle continuera d'apporter un appui médical aux membres de son personnel et aux membres de leur famille concernés en mettant à disposition 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 des services médicaux préventifs et d'urgence, y compris ceux requis pour répondre à la COVID-19, qui sont assurés par l'équipe médicale de la Mission, renforcée par une équipe médicale de l'avant, comprenant un médecin et un infirmier et dotée d'équipements de protection individuelle, de tests rapides et d'autres fournitures. Un mécanisme est en place pour suivre la situation pandémique et adapter de façon dynamique la réponse et les plans de la Mission.

26. L'effectif du personnel civil, proposé pour l'exercice 2022/23, reflète la transformation et la réaffectation d'un poste de juriste adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe (P-2) relevant de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires du Bureau de l'état de droit en un poste de spécialiste de la gestion des programmes (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) au secrétariat du Bureau de l'état de droit. En outre, la Mission propose de ramener le taux de vacance de postes pour les Volontaires des Nations Unies du niveau de 11 % approuvé pour l'exercice 2021/22 à 8 % sur la base des niveaux de recrutement historiques.

27. Le montant estimatif des ressources nécessaires au fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2022/23 est chiffré à 41 947 300 dollars, par rapport au budget approuvé de 41 298 500 dollars pour l'exercice 2021/22. Les augmentations sont attribuables : a) à la révision du barème des traitements de base et l'actualisation des coefficients d'ajustement pour toutes les catégories de personnel recruté sur le plan international ; b) l'application d'un échelon plus élevé pour les agent(e)s des services généraux et les administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national ; et c) la proposition de ramener à 8 % le taux de vacance de postes pour les Volontaires des Nations Unies, par rapport au taux de 11 % approuvé pour 2021/22. Ces augmentations sont en partie compensées par : a) l'application du taux de change de 0,888 euro pour 1 dollar des États-Unis, par rapport au taux de 0,837 euro appliqué pour l'exercice 2021/22, qui a eu une incidence principalement sur les ressources demandées pour le personnel recruté sur le plan national et la location de locaux ; b) des dépenses moins élevées que prévu au titre des services d'informatique et de communication.

### **C. Partenariats et coordination**

28. La Mission resserrera encore ses liens de coopération avec ses principaux partenaires internationaux – KFOR, EULEX, Bureau du Représentant spécial de l'Union européenne, OSCE et Conseil de l'Europe – et avec différents intervenants bilatéraux et internationaux, notamment dans le cadre de consultations régulières tenues au niveau des dirigeants.

29. La Mission poursuivra sa collaboration avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, notamment dans le cadre de l'évaluation et de la planification intégrées, afin d'optimiser l'utilisation des ressources des entités des Nations Unies au Kosovo. La Mission et l'Équipe continueront de collaborer dans des domaines tels que le renforcement de la confiance, les droits humains et l'état de droit, la communication stratégique, les jeunes et les questions de genre, notamment en menant des activités

relatives aux programmes. La MINUK poursuivra également sa collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans le cadre de la mise en œuvre du plan conjoint pour l'intégration de fonctionnaires de l'Office dans les opérations de maintien de la paix. Elle tirera parti du savoir-faire de l'Office pour accroître l'efficacité de ses activités dans le domaine de l'état de droit.

30. La Mission et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo continueront à se coordonner étroitement pour tout ce qui touche aux activités de prévention, de préparation et de riposte à mettre en œuvre face à la pandémie de COVID-19. Comme indiqué dans les précédents rapports d'exécution du budget, les installations et l'équipe médicales de la MINUK ont été renforcées pour pouvoir assurer des services de prévention et de soins dans le contexte de la pandémie à l'ensemble des membres du personnel des entités des Nations Unies, y compris l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, et à leurs personnes à charge. Actuellement, seules la MINUK, EULEX et la KFOR disposent de cliniques ambulatoires et de formations de soutien sanitaire pour leur personnel et il est fait appel à des installations médicales en Serbie et en Macédoine du Nord, lorsque les installations ou les services requis ne sont pas disponibles au Kosovo. La MINUK fait donc office de précurseur parmi les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en apportant un soutien aux membres de son personnel et aux membres de leur famille concernés depuis le début de la pandémie. En octobre 2021, elle a signé un mémorandum d'accord avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo pour fournir à celle-ci sur la base du recouvrement des coûts des services d'immunisation, de vaccination, de dépistage de la COVID-19 et de transport d'urgence.

31. En outre, la Mission continuera de faciliter les activités de l'UNESCO, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains et de favoriser les partenariats qu'elle a noués avec ces entités, conformément aux mémorandums d'accord conclus avec chacune d'elles.

## D. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

32. Pour simplifier la présentation des changements proposés au titre des ressources humaines, on a distingué six interventions possibles concernant les postes, qui sont définies dans l'annexe I.A au présent rapport.

### Direction exécutive et administration

33. La Représentante spéciale du Secrétaire général et ses proches collaborateurs assureront la direction exécutive et l'administration de la Mission. L'effectif proposé est indiqué au tableau 1.

Tableau 1  
Ressources humaines : direction exécutive et administration

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national <sup>a</sup>	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA-SSG	D-2-D-1	P-5-P-4	P-3-P-2	Service mobile	Total partiel			
<b>Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général</b>									
Postes approuvés 2021/22	1	—	3	1	1	6	1	—	7
Postes proposés pour 2022/23	1	—	3	1	1	6	1	—	7
<b>Variation nette</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national <sup>a</sup>	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA-SSG	D-2-D-1	P-5-P-4	P-3-P-2	Service mobile	Total partiel			
<b>Bureau du (de la) Représentant(e) spécial(e) adjoint(e) du Secrétaire général</b>									
Postes approuvés 2021/22	–	1	–	1	1	3	–	–	3
Postes proposés 2022/23	–	1	–	1	1	3	–	–	3
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Bureau du (de la) Chef de cabinet</b>									
Postes approuvés 2021/22	–	1	1	2	1	5	7	2	14
Postes proposés 2022/23	–	1	1	2	1	5	7	2	14
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Section des droits humains</b>									
Postes approuvés 2021/22	–	–	3	2	–	5	2	1	8
Postes proposés 2022/23	–	–	3	2	–	5	2	1	8
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Centre d’opérations conjoint-Centre d’analyse conjointe de la mission</b>									
Postes approuvés 2021/22	–	–	1	2	–	3	–	2	5
Postes proposés 2022/23	–	–	1	2	–	3	–	2	5
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>									
Postes approuvés 2021/22	1	2	8	8	3	22	10	5	37
Postes proposés 2022/23	1	2	8	8	3	22	10	5	37
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–

<sup>a</sup> Administrateurs et agents des services généraux.

### Composante 1 : composante opérationnelle

34. Comme il est indiqué dans les tableaux ci-après du cadre de budgétisation axé sur les résultats, la MINUK œuvrera à la réalisation de son objectif stratégique, qui est de renforcer et de consolider la paix, la sécurité et la stabilité au Kosovo et dans la région. Ses priorités stratégiques consistent à contribuer à la mise en œuvre des accords conclus entre Belgrade et Pristina dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, à continuer de promouvoir la confiance entre les communautés, à fournir un appui dans les domaines des droits humains et de l'état de droit et à assurer ses fonctions de coordination et de facilitation. Eu égard à ces priorités, la Mission tiendra compte des questions de genre et des questions intéressant les jeunes dans tous les aspects de son action, en application des résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015) du Conseil de sécurité et des résolutions ultérieures concernant les femmes et la paix et la sécurité, et les jeunes et la paix et la sécurité.

35. La MINUK poursuivra les activités entreprises concernant : a) la mise en œuvre des accords politiques et techniques conclus entre Belgrade et Pristina dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne ; b) la facilitation de la participation du Kosovo aux instances internationales et régionales ; c) l'exercice de ses responsabilités en tant que signataire de traités et d'accords au nom du Kosovo. Le Bureau des Nations Unies à Belgrade continuera d'appuyer ces activités en

maintenant la liaison avec les autorités serbes et avec les principaux acteurs locaux, régionaux et internationaux.

36. Pour ce qui est de faciliter la fourniture d'une assistance aux communautés non majoritaires et de proposer des solutions dans le domaine des relations intercommunautaires en général, la Mission continuera d'élaborer, d'adapter et de mettre en œuvre des stratégies visant à contribuer à la coexistence pacifique des communautés et au renforcement de la confiance au Kosovo. Elle continuera aussi : a) d'exécuter son programme de renforcement de la confiance et de suivre l'application des recommandations du Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo de mai 2018 ; b) d'appuyer les initiatives de réconciliation ; c) de favoriser les rapatriements durables et l'intégration et la réinsertion des personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo ; d) de contribuer à la protection des sites du patrimoine culturel et religieux ; e) d'agir en faveur de la participation des femmes et des jeunes à la vie politique, à la prise de décision et aux initiatives de renforcement de la confiance ; f) de mener des activités de communication stratégique.

37. Dans le nord du Kosovo, la Mission continuera d'assurer la liaison avec le Service de police du Kosovo, EULEX et la KFOR sur les questions de sécurité et les questions politiques dans le cadre de divers mécanismes de coordination, ainsi qu'avec les autorités locales, les représentants et représentantes de la société civile et les organisations internationales.

38. La Mission continuera également de suivre les questions relatives aux droits humains, à l'état de droit et à la sécurité, d'en rendre compte et de fournir un appui dans ce domaine, notamment : a) en veillant à l'application des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme et en facilitant le dialogue entre les institutions kosovares, d'une part, et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et les organes conventionnels, d'autre part ; b) en appuyant les mesures prises pour régler la question des personnes portées disparues ; c) en fournissant une assistance institutionnelle limitée afin de promouvoir les priorités du Kosovo en matière d'état de droit, notamment l'intégration, et de compléter les activités entreprises par les autres partenaires internationaux ; d) en authentifiant les documents d'état civil ; e) en exécutant des fonctions liées à INTERPOL.

---

*Réalisation escomptée*


---

*Indicateurs de succès ;*


---

1.1 Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo

1.1.1 Augmentation du nombre d'activités engagées ou menées par les institutions municipales ainsi que par les organisations de la société civile et les organisations locales pour promouvoir, dans toutes les municipalités du Kosovo, l'intégration des communautés et de renforcer la confiance entre celles-ci (2020/21 : 860 ; 2021/22 : 500 ; 2022/23 : 880)

1.1.2 Application, par le Gouvernement kosovar, les municipalités et les organisations de la société civile dans l'ensemble du Kosovo, des recommandations faites par le Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo (2020/21 : 18 ; 2021/22 : 11 ; 2022/23 : 12)

*Produits*

- Règlement des problèmes touchant les communautés, les rapatriements et le patrimoine culturel par un travail de facilitation et l'organisation de réunions quotidiennes avec les autorités locales et centrales, les représentants et représentantes de la société civile, les associations de femmes et les principaux responsables dans toutes les municipalités du Kosovo
- Évaluation des conditions de vie et de sécurité et de la situation socioéconomique des rapatriés au moyen de visites trimestrielles et de réunions avec des rapatriées dans 23 sites et villages d'accueil, et évaluation des conditions et de la situation des déplacés présents dans 8 centres collectifs, l'objectif étant de favoriser le retour et l'intégration durables des déplacés au Kosovo
- Établissement et diffusion électronique, par la MINUK, de 250 rapports de terrain visant à faciliter la prise de décisions concertées et en connaissance de cause sur les questions et les problèmes touchant les communautés, tels que les rapatriements, l'égalité des sexes, l'intégration, le patrimoine religieux et culturel et les mesures prises face à la COVID-19, de façon à accroître la coopération avec les partenaires locaux et internationaux, en particulier l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, l'OSCE, l'Union européenne, le corps diplomatique et le Gouvernement kosovar
- Fourniture de conseils et d'un appui dans le cadre d'au moins 200 réunions qui seront organisées avec le Service de police du Kosovo, EULEX et la KFOR et qui porteront sur des questions politiques et des questions relatives à la sécurité dans le nord du Kosovo dans chacun des 5 bureaux municipaux relevant de la zone de responsabilité du Bureau régional de Mitrovica, et d'au moins 500 réunions qui seront organisées avec les autorités locales, les représentants et représentantes des communautés et de la société civile, ainsi que les organisations internationales dans le nord du Kosovo dans chacun des 5 bureaux municipaux relevant de la zone de responsabilité du Bureau régional de Mitrovica, et qui porteront sur la réconciliation entre les communautés et le règlement pacifique des problèmes touchant les communautés locales
- Tenue de 10 réunions de coordination concernant l'évolution de la situation relative aux droits humains au Kosovo, en collaboration avec le Conseil de l'Europe, l'OSCE, l'Union européenne et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, et d'au moins 5 réunions avec des représentants et représentantes d'organisations de la société civile et des défenseurs et défenseuses des droits humains, qui porteront sur la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales
- Fourniture, dans le cadre de 12 réunions, d'une assistance et d'un appui techniques au Cabinet du Premier Ministre et au Bureau du médiateur concernant le respect des normes internationales relatives aux droits humains
- Participation à 8 réunions du Groupe de la sécurité et de la problématique femmes-hommes avec des représentants et représentantes d'ONU-Femmes, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'OSCE, d'EULEX, des autorités kosovares et des organisations de la société civile afin de promouvoir la prise en compte des questions de genre et de multiplier les initiatives et activités communes de sensibilisation
- Réunions semestrielles de la direction de la mission avec des femmes dirigeantes pour recenser les principaux besoins, préoccupations, possibilités et défis en matière de participation politique des femmes au Kosovo
- Présentation au Conseil de sécurité de rapports semestriels sur l'évolution de la situation au Kosovo
- Exécution de 22 projets axés sur le renforcement de la confiance dans le contexte de l'appui aux communautés, qui mettront l'accent sur le renforcement de la confiance entre celles-ci
- Fourniture d'un appui aux initiatives de renforcement de la confiance entre les communautés dans le cadre de 5 projets axés sur le renforcement de la confiance, les jeunes, les femmes et la communication stratégique

- Établissement de revues de presse deux fois par jour 5 jours par semaine et distribution électronique à quelque 1 700 destinataires ; publication de 10 communiqués de presse et déclarations au nom de la Représentante spéciale du Secrétaire général à l'appui du mandat de la Mission sur la paix et la sécurité et dans des domaines tels que la coopération intercommunautaire et l'instauration de la confiance, les droits humains, et les femmes, la paix et la sécurité ; production et publication d'histoires multiethniques axées sur la recherche de solutions, sous la forme de 8 histoires vidéo originales et de courts métrages, ainsi que de 20 histoires originales sur le web et de 30 messages sur les médias sociaux, afin de promouvoir la confiance entre les communautés, les droits humains, les femmes, la paix et la sécurité et les jeunes, la paix et la sécurité, et de fournir des informations sur les activités et les réalisations de la Mission, et préparation d'au moins 50 réponses aux questions envoyées à la MINUK

*Réalisation escomptée**Indicateurs de succès*

1.2 Renforcement de la coopération et du dialogue entre Pristina et Belgrade et les organisations régionales

1.2.1 Augmentation du nombre d'affaires civiles traitées par le tribunal de première instance de Mitrovica et ses divisions établies à Leposavić/ Leposaviq et à Zubin Potok, comme suite à l'achèvement de l'intégration du système judiciaire, conformément aux accords conclus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne (2020/21 : 2 446 ; 2021/22 : 1,300 ; 2022/23 : 1,800)

*Produits*

- Fourniture de conseils et d'un appui, notamment au moyen de bons offices, sur toutes les questions liées à la normalisation à long terme des relations entre Belgrade et Pristina qui entrent dans le cadre du mandat de la Mission, à l'occasion de 50 réunions organisées entre les dirigeants de la MINUK et les responsables de Pristina et de Belgrade
- Présidence d'au moins 50 réunions avec des représentants et représentantes de la communauté internationale ou participation à ces réunions, afin d'améliorer la coordination avec les partenaires internationaux, à savoir le Bureau de l'Union européenne au Kosovo, EULEX, le Conseil de l'Europe, l'OSCE et la KFOR
- Utilisation des bons offices pour améliorer la coopération avec les interlocuteurs locaux et favoriser l'instauration d'un climat de confiance intercommunautaire, par le biais d'au moins 8 visites dans les municipalités
- Fourniture d'un appui, par la participation à des réunions ou par d'autres moyens, concernant quelque 16 manifestations ou réunions relatives à : a) la prise de décision dans le cadre d'accords multilatéraux dont la MINUK est signataire au nom du Kosovo, notamment l'Accord de libre-échange d'Europe centrale ; b) la participation des institutions kosovares aux instances régionales et autres non couvertes par les accords relatifs à la représentation et à la coopération régionales convenus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne
- Facilitation du dialogue entre Belgrade et Pristina sur les personnes portées disparues, grâce à la participation à 4 réunions du Groupe de travail sur les personnes portées disparues à la suite des événements survenus au Kosovo, et fourniture d'un appui technique dans le cadre des contacts réguliers entretenus avec la Commission des personnes disparues du Kosovo, la Commission des personnes disparues du Gouvernement serbe, le Comité international de la Croix-Rouge, les associations de familles de personnes disparues et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires
- Fourniture d'un appui, par l'organisation de 8 réunions avec le Comité de coordination relatif à l'état de droit et à la société civile sur l'intégration et le fonctionnement du système judiciaire dans le nord du Kosovo
- Élaboration et conclusion de 1 accord entre la Mission et la KFOR au sujet du transfert de locaux et de camps, qui sont des biens collectifs ou publics, auquel la KFOR procédera au bénéfice des entités du Kosovo



- Plaidoyer pour une participation inclusive des jeunes de toutes les communautés aux mécanismes de gouvernance, et mise en œuvre d'au moins 2 activités programmatiques et, par le biais de ces activités, soutien direct à au moins 5 initiatives menées par des jeunes dans le cadre de la Feuille de route de la jeunesse du Kosovo sur les jeunes et la paix et la sécurité

*Réalisation escomptée**Indicateurs de succès*

## 1.3 Progrès dans les domaines de l'état de droit, de la sécurité et des droits humains

1.3.1 Augmentation du niveau de satisfaction des personnes répondant aux enquêtes d'opinion sur le système judiciaire (2020/21 : 23,6 % ; 2021/22 : 32 % ; 2019/20 : 33 %)

1.3.2 Diminution du nombre total d'affaires en souffrance dans les tribunaux du Kosovo (2020/21 : 183 215 ; 2021/22 : 178 000 ; 2022/23 : 177 000)

1.3.3 Respect du principe de responsabilité par les autorités kosovares dans le domaine des droits humains : application d'un pourcentage croissant de recommandations émanant du Bureau du médiateur du Kosovo (2020/21 : 39 % ; 2021/22 : 52 % ; 2022/23 : 55 %)

*Produits*

- Fourniture d'une assistance technique, dans le cadre de 12 réunions, afin de favoriser la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16, qui porte sur la paix, la sécurité et la justice
- Établissement de 1 rapport annuel sur les principaux faits nouveaux intervenus dans le domaine de l'état de droit et formulation de recommandations à l'intention des institutions judiciaires du Kosovo, de la société civile et des partenaires internationaux
- Suivi de 50 grandes affaires pénales par l'observation directe et par une revue de presse afin d'évaluer le respect des normes et règles relatives à la justice pénale internationale et aux droits humains, et établissement de rapports connexes
- Traitement d'environ 2 000 demandes relatives à l'authentification et à l'homologation, par la Mission, de documents kosovars, notamment de pièces d'état civil, de titres de pension et de documents universitaires
- Traitement et établissement de documents, conformément à la législation en vigueur, concernant des demandes de diffusion d'avis de recherche internationaux (notices rouges INTERPOL), et traitement et renvoi de quelque 2 500 dossiers ouverts par INTERPOL (criminalité transfrontalière organisée et vols de véhicules à l'échelle internationale) aux fins d'enquête par les autorités kosovares compétentes
- Fourniture d'un appui aux institutions locales dans les domaines de l'état de droit et des droits humains dans le cadre de 3 projets
- Établissement d'au moins 3 communications en réponse aux requêtes émanant des organes des Nations Unies et des organes européens chargés des droits de l'homme, après examen et révision des informations émanant des autorités kosovares, de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, de l'OSCE et d'autres parties prenantes
- Fourniture d'un appui à l'occasion d'au moins 1 visite des rapporteurs spéciaux au Kosovo

*Facteurs externes*

Les conditions de sécurité dans la région restent stables. EULEX, l'OSCE et la KFOR maintiennent leur appui.



Tableau 2  
Ressources humaines : composante 1 (composante opérationnelle)

Catégorie	Total								
I. Observateurs militaires									
Effectif approuvé 2021/22	8								
Effectif proposé 2022/23	8								
Variation nette	–								
II. Police des Nations Unies									
Effectif approuvé 2021/22	10								
Effectif proposé 2022/23	10								
Variation nette	–								
Total (militaires et personnel de police)									
Effectif approuvé 2021/22	18								
Effectif proposé 2022/23	18								
Variation nette	–								
Personnel recruté sur le plan international									
SGA-SSG	D-2-D-1	P-5-P-4	P-3-P-2	Service mobile	Total partiel	Personnel recruté sur le plan national <sup>a</sup>	Volontaires des Nations Unies	Total	
III. Personnel civil									
Bureau des affaires politiques									
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	2	1	–	3	6	2	11
Postes proposés pour 2022/23	–	–	2	1	–	3	6	2	11
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau des affaires juridiques									
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	4	5	1	11	2	–	13
Postes proposés pour 2022/23	–	1	4	5	1	11	2	–	13
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau de l'appui aux communautés et de la facilitation des relations									
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	2	3	–	6	10	3	19
Postes proposés pour 2022/23	–	1	2	3	–	6	10	3	19
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau de l'état de droit									
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	7	5	1	14	8	2	24
Postes proposés pour 2022/23	–	1	7	4	1	13	9	2	24
Variation nette	–	–	–	(1)	–	(1)	1	–	–
Bureau de l'état de droit (équipe de direction)									
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	2	–	–	3	1	–	4
Postes proposés pour 2022/23	–	1	2	–	–	3	2	–	5
Variation nette	–	–	–	–	–	–	1	–	1

III. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national <sup>a</sup>	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA-SSG	D-2-D-1	P-5-P-4	P-3-P-2	Service mobile	Total partiel			
Section des affaires judiciaires et pénitentiaires									
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	4	4	–	8	4	2	14
Postes proposés pour 2022/23	–	–	4	3	–	7	4	2	13
Variation nette	–	–	–	(1)	–	(1)	–	–	(1)
Bureau du Conseiller principal pour les questions de police									
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	1	1	1	3	3	–	6
Postes proposés pour 2022/23	–	–	1	1	1	3	3	–	6
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau de la communication stratégique et des affaires publiques									
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	1	–	–	1	8	1	10
Postes proposés pour 2022/23	–	–	1	–	–	1	8	1	10
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau de liaison militaire									
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	1	–	–	1	3	–	4
Postes proposés pour 2022/23	–	–	1	–	–	1	3	–	4
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau régional de Mitrovica									
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	3	7	1	12	30	5	47
Postes proposés pour 2022/23	–	1	3	7	1	12	30	5	47
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau des Nations Unies à Belgrade									
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	2	1	2	6	5	–	11
Postes proposés pour 2022/23	–	1	2	1	2	6	5	–	11
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (personnel civil)									
Postes approuvés pour 2021/22	–	5	22	22	5	54	72	13	139
Postes approuvés 2022/23	–	5	22	21	5	53	73	13	139
Variation nette	–	–	–	(1)	–	(1)	1	–	–
Total (I à III)									
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	–	–	–	–	–	–	157
Postes proposés pour 2022/23	–	–	–	–	–	–	–	–	157
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–

<sup>a</sup> Administrateurs et agents des services généraux.

*Personnel recruté sur le plan international : diminution de 1 poste*

*Personnel recruté sur le plan national : augmentation de 1 emploi*

### **Bureau de l'état de droit**

39. Il est proposé qu'un poste de juriste adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe (P-2) relevant de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires du Bureau de l'état de droit soit réaffecté et transformé en un poste de spécialiste de la gestion des programmes (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) au secrétariat du Bureau de l'état de droit afin d'accroître les capacités du Bureau en matière de gestion des programmes et des projets, de coordination, d'établissement de rapports et d'évaluation des activités prescrites dans le domaine de l'état de droit. Le ou la spécialiste de la gestion des programmes (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) sera notamment, au sein du Bureau de l'état de droit, la personne référente chargée de la mise en œuvre du Système complet de planification et d'évaluation de la performance et de la coordination de l'élaboration des contributions et des rapports sur le cadre de budgétisation axée sur les résultats. En outre, il (elle) jouera un rôle essentiel dans l'élaboration et la consolidation d'une nouvelle vision de l'État de droit, comme le préconise le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre programme commun », eu égard notamment à l'objectif de développement durable n° 16 et à l'appel à un nouveau contrat social, impliquant des approches davantage axées sur l'être humain, une concertation plus étroite avec toutes les communautés et une réponse plus efficace à leurs besoins en matière d'État de droit, autant d'éléments qui seront essentiels à la stabilité du Kosovo et qui contribueront à un développement durable tout en réduisant les tensions et les risques de rechute. En outre, il (elle) contribuera à la conception et à l'établissement des propositions d'activités relatives aux programmes, organisera la collaboration avec la Division de l'appui à la mission et le Bureau des affaires juridiques afin que les propositions et les mémorandums d'accord connexes soient conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, surveillera la mise en œuvre et assurera le suivi avec les partenaires d'exécution pour veiller à ce que les activités progressent et à ce que les rapports soient établis en temps voulu. Le fait de confier ces fonctions à un membre du personnel recruté sur le plan local, qui maîtrise les deux langues officielles et est au fait du contexte local, permettra d'améliorer la communication et la coordination avec les institutions locales garantes de l'état de droit ainsi que le dialogue avec la société civile kosovare. Quant aux attributions et responsabilités liées au poste de juriste adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe (P-2) à la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires du Bureau de l'état de droit qu'il est proposé de réaffecter et de transformer, elles seront assumées par le reste du personnel de la Section.

### **Composante 2 : appui**

40. La composante est chargée de fournir des services de manière rapide, efficace, efficiente et responsable afin d'aider la Mission à s'acquitter de son mandat en livrant les produits prévus, en améliorant les services et en obtenant des gains d'efficience. Elle fournira un appui à l'effectif autorisé de 8 observateurs militaires, 10 membres de la police des Nations Unies et 356 membres du personnel civil. Cet appui portera sur tous les domaines : administration du personnel ; soins de santé ; informatique et communications ; opérations logistiques, y compris les services d'entretien des installations, les transports terrestres et l'approvisionnement ; visas et voyages ; gestion du matériel ; sûreté et sécurité.

41. Au cours de l'exercice 2022/23, la Mission continuera à mettre en œuvre son plan triennal actualisée en matière d'assurance de la qualité en s'attachant à fournir à ses utilisateurs internes des services pour l'élaboration des outils d'analyse décisionnelle et un soutien au renforcement des capacités et elle continuera à partager

les connaissances et les meilleures pratiques avec d'autres missions de maintien de la paix, en étroite coordination avec le Siège de l'ONU et conformément à la stratégie du Secrétaire général pour la transformation numérique.

42. Toujours au cours de l'exercice 2022/23, la Mission continuera de participer activement au développement de la communauté de spécialistes de l'informatique décisionnelle, de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés et d'obtenir de nouvelles certifications ISO, à savoir la norme ISO 27001:2013 (systèmes de management de la sécurité de l'information) et la norme ISO 45001:2018 (systèmes de santé et de sécurité au travail).

43. La Mission s'attachera à renouveler sa certification ISO 9001:2015 (systèmes de management de la qualité) pour ses opérations d'appui à la Mission, qui a été obtenue en novembre 2019 et reste valable jusqu'en novembre 2022. Elle poursuivra également la mise en œuvre de la norme ISO 14001:2015 (systèmes de management environnemental), qui a été obtenue en juin 2021 et devra être recertifiée en juin 2024.

<i>Réalisation escomptée</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.1 Fourniture à la Mission, dans les meilleurs délais, de services d'appui efficaces, rationnels et responsables	<p>2.1.1 Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2020/21 : 14,2 % ; 2021/22 : 10,0 % <math>\pm</math> 3 % ; 2022/23 : 10,0 % <math>\pm</math> 3 %)</p> <p>2.1.2 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2021/21 : 44 % ; 2021/22 : <math>\geq</math> 44 %) ; 2022/23 : <math>\geq</math> 44 %)</p> <p>2.1.3 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour tous les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2020/21 : <math>\leq</math> 49,3 ; 2021/22 : <math>\leq</math> 48 ; 2022/23 : <math>\leq</math> 48)</p> <p>2.1.4. Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la publication des avis de vacance à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2020/21 : <math>\leq</math> 112 ; 2021/22 : <math>\leq</math> 120 ; 2022/23 : <math>\leq</math> 120)</p> <p>2.1.5 Note globale dans le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2020/21 : 89 ; 2021/22 : 100 ; 2022/23 : <math>\geq</math> 90)</p> <p>2.1.6 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2020/21 : 96 % ; 2021/22 : <math>\geq</math> 85 % ; 2022/23 : <math>\geq</math> 85 %)</p> <p>2.1.7 Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2020/21 : 53 % ; 2021/22 : 100 % ; 2022/23 : 100 %)</p> <p>2.1.8 Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel (2020/21 : 2 000 ; 2021/22 : <math>\geq</math> 1 800 ; 2022/23 : <math>\geq</math> 1 900)</p>

*Produits***Amélioration des services**

- Exécution du plan d'action environnemental de la Mission, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration
- Conduite d'une enquête interne annuelle sur la satisfaction des clients afin de déterminer les points à améliorer et d'en tenir compte dans les programmes de travail annuels
- Conduite d'une évaluation annuelle des besoins de formation afin de déterminer les priorités de la Mission en matière de formation et de renforcement des capacités, conformément à son mandat et aux nouvelles priorités de l'Organisation
- Amélioration de la gestion de la performance et des normes relatives à l'établissement de rapports à ce sujet au sein de la Mission et recours à des outils d'informatique décisionnelle aux fins de la communication d'informations sur la gestion de la performance de la Mission ; poursuite de la mise en œuvre de la norme ISO 9001:2015 : systèmes de management de la qualité
- Élaboration et mise en œuvre du programme de santé et de sécurité au travail ; obtenir la certification ISO 45001 :2018 : systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail

**Budget, finances et communication de l'information**

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 41,9 millions de dollars
- Établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Mission, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

**Services relatifs au personnel civil**

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 356 civils (112 agents recrutés sur le plan international, 220 agents recrutés sur le plan national et 24 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance
- Organisation d'activités de formation dans la zone de la mission au bénéfice de 149 membres du personnel civil et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la mission au bénéfice de 40 membres du personnel civil et d'un militaire
- Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel civil : 131 demandes de voyage à l'intérieur de la zone de la mission et 48 demandes de voyage en dehors de celle-ci à des fins autres que la formation et 40 demandes à des fins de formation

**Initiatives dans le domaine de l'environnement**

- Mise en œuvre d'initiatives conformes aux objectifs proposés dans le Plan d'action du Secrétariat de l'ONU pour le climat (2020-2030) présenté par le Secrétaire général, notamment la poursuite par la Mission de la norme ISO 14001:2015 sur les systèmes de management environnemental

**Installations et infrastructures**

- Services d'entretien et de réparation portant sur un total de 14 bâtiments destinés au personnel civil répartis entre 5 sites
- Mise en œuvre de 3 projets de construction, de rénovation et d'aménagement, à savoir la rénovation du bâtiment B et des améliorations pour renforcer la sécurité dans le bâtiment A du Bureau régional de Mitrovica et amélioration du système de chauffage, ventilation et conditionnement d'air au quartier général de la Mission à Pristina
- Exploitation et entretien de 14 groupes électrogènes appartenant à l'ONU

- Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (8 puits et 2 stations d'épuration) dans 2 sites
- Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 4 sites
- Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte phytosanitaire dans 4 sites

#### **Gestion du carburant**

- Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 211 000 litres de carburant (80 000 litres pour les transports terrestres, 68 000 litres pour les groupes électrogènes et d'autres installations, et 63 000 litres de gaz de pétrole liquéfié pour le chauffage) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage de 9 sites

#### **Technologies géospatiales, informatique et télécommunications**

- Fourniture de 367 radios portatives, de 75 radios mobiles pour véhicules, de 15 radios fixes et de 18 répéteurs à très haute fréquence, ainsi que de l'appui y afférent
- Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, y compris 2 microterminaux et 20 liaisons hertziennes, et mise à disposition de 1 terminal de réseau satellitaire mondial à large bande, et gestion de forfaits pour 1 téléphone satellite et 4 téléphones mobiles
- Fourniture de 367 ordinateurs et de 58 imprimantes pour un effectif moyen de 367 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 94 appareils permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et de services communs
- Services d'appui et de maintenance pour 17 réseaux locaux et réseaux étendus dans 8 sites
- Analyse de données géospatiales et mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 5 cartes
- Mise en œuvre de la norme ISO 27001 :2013 relative aux systèmes de management de la sécurité des information ISO 27001 :2013

#### **Services médicaux**

- Exploitation et maintenance de 1 cellule médicale à Pristina et de 1 dispensaire à Mitrovica assurant des services médicaux et administratifs courants et des interventions d'urgence
- Gestion d'un dispositif d'évacuation sanitaire secondaire vers 3 installations médicales (2 de niveau III et 1 de niveau IV) : 1 site à l'intérieur de la zone de la mission et 2 à l'extérieur

#### **Gestion de la chaîne d'approvisionnement**

- Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs pour l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 0,5 million de dollars
- Réception, gestion et distribution de 136 700 kg de marchandises au maximum dans la zone de la mission
- Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 9,95 millions de dollars, et communication de l'information y relative

#### **Services relatifs au personnel en tenue**

- Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 18 militaires et policiers (8 observateurs militaires et 10 membres de la police des Nations Unies)
- Appui au traitement des demandes d'indemnités et prestations pour un effectif moyen de 18 militaires et membres du personnel de police

- Appui au traitement de 2 demandes de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation et de 1 demande à des fins de formation

### Gestion des véhicules et services de transport terrestre

- Exploitation et entretien de 79 véhicules appartenant à l'ONU (53 véhicules légers, 11 véhicules à usage spécial, 5 véhicules blindés, 2 ambulances et 8 autres véhicules spécialisés, remorques et attelages) dans 6 ateliers répartis sur 3 sites et fourniture de services de transport

#### Facteurs externes

Les conditions de sécurité dans la région restent stables. Les frontières adjacentes demeurent ouvertes pour l'acheminement de biens et de services.

Tableau 3  
Ressources humaines : composante 2 (Appui)

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national <sup>a</sup>	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA-SSG	D-2-D-1	P-5-P-4	P-3-P-2	Service mobile	Total partiel				
Division de l'appui à la mission										
Bureau du (de la) Chef de l'appui à la mission										
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	2	–	–	3	7	1	11	
Postes proposés pour 2022/23	–	1	2	–	–	3	7	1	11	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Gestion des opérations et des ressources										
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	4	2	8	14	35	3	52	
Postes proposés pour 2022/23	–	–	4	2	8	14	35	3	52	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Gestion de la prestation de services										
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	3	–	–	3	19	1	23	
Postes proposés pour 2022/23	–	–	3	–	–	3	19	1	23	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Gestion de la chaîne d'approvisionnement										
Postes approuvés pour 2021/22	–	–	2	1	2	5	27	1	33	
Postes proposés pour 2022/23	–	–	2	1	2	5	27	1	33	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Total partiel (Division de l'appui à la Mission)										
Postes approuvés 2021/22	–	1	11	3	10	25	88	6	119	
Postes proposés 2022/23	–	1	11	3	10	25	88	6	119	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Section de la sécurité										
Postes approuvés 2021/22	–	–	–	2	9	11	49	–	60	
Postes proposés 2022/23	–	–	–	2	9	11	49	–	60	
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–	

<i>Personnel civil</i>	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>						<i>Personnel recruté sur le plan national<sup>a</sup></i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	<i>Total</i>
	<i>SGA-SSG</i>	<i>D-2-D-1</i>	<i>P-5-P-4</i>	<i>P-3-P-2</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Total partiel</i>			
<b>Équipe déontologie et discipline</b>									
Postes approuvés 2021/22	–	–	1	–	–	1	–	–	1
Postes proposés 2022/23	–	–	1	–	–	1	–	–	1
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total composante 2 (Appui)</b>									
Postes approuvés pour 2021/22	–	1	12	5	19	37	137	6	180
Postes proposés pour 2022/23	–	1	12	5	19	37	137	6	180
<b>Variation nette</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–

<sup>a</sup> Administrateurs et agents des services généraux.



## II. Ressources financières

### A. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2020/21)	Montant alloué (2021/22)	Dépenses prévues (2022/23)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
<b>Militaires et personnel de police</b>					
Observateurs militaires	278,2	357,3	341,9	(15,4)	(4,3)
Contingents	—	—	—	—	—
Police des Nations Unies	293,7	411,2	392,9	(18,3)	(4,5)
Unités de police constituées	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>571,9</b>	<b>768,5</b>	<b>734,8</b>	<b>(33,7)</b>	<b>(4,4)</b>
<b>Personnel civil</b>					
Personnel recruté sur le plan international	18 834,5	20 177,4	20 924,9	747,5	3,7
Personnel recruté sur le plan national	11 184,9	11 400,7	11 324,9	(75,8)	(0,7)
Volontaires des Nations Unies	878,1	890,5	985,7	95,2	10,7
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	64,0	65,8	39,5	(26,3)	(40,0)
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>30 961,5</b>	<b>32 534,4</b>	<b>33 275,0</b>	<b>740,6</b>	<b>2,3</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>					
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	24,6	38,1	25,8	(12,3)	(32,3)
Voyages officiels	31,4	319,8	315,8	(4,0)	(1,3)
Installations et infrastructures	3 189,0	2 732,2	2 685,8	(46,4)	(1,7)
Transports terrestres	118,1	182,0	215,6	33,6	18,5
Opérations aériennes	—	—	—	—	—
Opérations maritimes ou fluviales	—	—	—	—	—
Communications et informatique	2 143,5	1 869,8	1 717,3	(152,5)	(8,2)
Santé	117,7	69,2	110,6	41,4	59,8
Matériel spécial	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	2 525,1	2 784,5	2 866,6	82,1	2,9
Projets à effet rapide	—	—	—	—	—
<b>Total partiel</b>	<b>8 149,4</b>	<b>7 995,6</b>	<b>7 937,5</b>	<b>(58,1)</b>	<b>(0,7)</b>
<b>Montant brut</b>	<b>39 682,8</b>	<b>41 298,5</b>	<b>41 947,3</b>	<b>648,8</b>	<b>1,6</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	4 038,0	4 105,4	4 203,8	98,4	2,4
<b>Montant net</b>	<b>35 644,8</b>	<b>37 193,1</b>	<b>37 743,5</b>	<b>550,4</b>	<b>1,5</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>39 682,8</b>	<b>41 298,5</b>	<b>41 947,3</b>	<b>648,8</b>	<b>1,6</b>

## B. Contributions non budgétisées

44. Le montant prévu des contributions non budgétisées pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 est le suivant :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la Mission <sup>a</sup>	95,3
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
<b>Total</b>	<b>95,3</b>

<sup>a</sup> Y compris les terrains et locaux fournis par le Gouvernement serbe à l'Organisation des Nations Unies.

## C. Gains d'efficience

45. Il est tenu compte dans les prévisions de dépenses pour l'exercice 2022/23 des mesures ci-après, qui visent à accroître l'efficience :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>	<i>Mesure</i>
Communications et informatique	86,4	L'abandon par la MINUK des services de technologie de commutation multiprotocole par étiquette fournis par le Centre mondial de services et leur remplacement par le recours au prestataire local de services Internet ont permis de réaliser des économies en raison de l'augmentation de la capacité de la bande passante locale des services Internet et des lignes louées qui couvrent les besoins croissants des clients en matière d'informatique dématérialisée.
<b>Total</b>	<b>86,4</b>	

## D. Taux de vacance

46. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2022/23 ont été établies sur la base des taux de vacance suivants :

(Pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2020/21</i>	<i>Taux budgétisé 2021/22</i>	<i>Effectif proposé 2022/23</i>
<b>Militaires et personnel de police</b>			
Observateurs militaires	—	—	—
Police des Nations Unies	10,0	5,0	5,0
<b>Personnel civil</b>			
Personnel recruté sur le plan international	14,2	10,0	10,0

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2020/21</i>	<i>Taux budgétisé 2021/22</i>	<i>Effectif proposé 2022/23</i>
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>			
Administrateurs	—	—	—
Agents des services généraux	1,6	1,0	1,0
Volontaires des Nations Unies	12,5	11,0	8,0

47. Les taux de vacance proposés sont fondés sur les tendances observées par le passé et tiennent compte des circonstances propres à la Mission en ce qui concerne le recrutement du personnel civil. Concrètement, les taux pour l'exercice 2022/23 ont notamment été déterminés en tenant compte des taux de vacance actuels, du taux de déploiement ou de recrutement pendant l'exercice en cours, du plan de recrutement et des déploiements prévus au cours de l'exercice budgétaire. Il est proposé d'appliquer un taux de vacance de poste de 8 % (par rapport au taux de 11 % appliqué pour l'exercice 2021/22) aux prévisions de dépenses au titre des Volontaires des Nations Unies sur la base des niveaux de recrutement historiques.

## E. Formation

48. Les dépenses de formation prévues pour l'exercice 2022/23 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
<b>Consultants</b>	
Formateurs	—
<b>Voyages officiels</b>	
Voyages au titre de la formation	118,3
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	
Frais, fournitures et services	79,1
<b>Total</b>	<b>197,4</b>

49. Le nombre de participants prévus pour l'exercice 2022/23, par rapport à celui des exercices précédents, s'établit comme suit :

(Nombre de participants)

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Militaires et personnel de police</i>		
	<i>Nombre effectif 2020/21</i>	<i>Nombre prévu 2021/22</i>	<i>Nombre proposé 2022/23</i>	<i>Nombre effectif 2020/21</i>	<i>Nombre prévu 2021/22</i>	<i>Nombre proposé 2022/23</i>	<i>Nombre effectif 2020/21</i>	<i>Nombre prévu 2021/22</i>	<i>Nombre proposé 2022/23</i>
Formation interne	59	54	33	72	133	116	—	—	—
Formation externe <sup>a</sup>	8	23	28	5	15	12	—	—	1
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>77</b>	<b>61</b>	<b>77</b>	<b>148</b>	<b>128</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>

<sup>a</sup> Comprend les cours assurés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et ailleurs, hors de la zone de la Mission.

50. Le plan de formation pour l'exercice 2022/23 vise à améliorer les diverses compétences opérationnelles et techniques et à renforcer les capacités de direction, de gestion et d'organisation du personnel recruté sur les plans international et national. Il met l'accent sur le renforcement des capacités opérationnelles et techniques du personnel moyennant des cours dans les domaines ci-après : technologies de l'information ; budget et finances ; gestion des ressources humaines ; questions de genre ; droits humains ; maintien de l'ordre ; direction et gestion ; affaires médicales, politiques et civiles ; achats ; sûreté et sécurité. La Mission continuera de privilégier la formation interne chaque fois que possible.

## F. Projets de renforcement de la confiance

51. Les dépenses prévues au titre des projets de renforcement de la confiance pour l'exercice 2022/23, par rapport à celles des exercices précédents, s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Exercice</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre de projets</i>
2020/21 (montant effectif)	380,8	21
2021/22 (montant approuvé)	389,1	22
2022/23 (montant proposé)	389,1	22

52. Un montant de 389 100 dollars est proposé pour l'exercice 2022/23 au titre de l'exécution de 22 projets de renforcement de la confiance dans les domaines suivants : a) promotion du renforcement de la confiance et de la réconciliation intercommunautaire ; b) inclusion des groupes non majoritaires et marginalisés, notamment des communautés rom, ashkali et égyptienne ; c) autonomisation et participation des femmes et des jeunes, et promotion des activités interethniques.

## G. Autres activités relatives aux programmes

53. Les dépenses prévues au titre des autres activités relatives aux programmes pour l'exercice 2022/23 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant proposé</i>
Exécution de 5 projets visant à soutenir et à promouvoir la stabilisation des communautés et le renforcement de la confiance entre les communautés, l'accent étant mis sur les jeunes et les femmes ainsi que sur la communication stratégique	1 007,0
Exécution de 5 projets visant à appuyer les institutions du Kosovo dans les domaines de l'état de droit et des droits humains, dans le respect des normes et règles internationales relatives à la justice pénale et aux droits humains	980,0
<b>Total</b>	<b>1 987,0</b>

54. Le projet de budget de la MINUK pour l'exercice 2022/23 prévoit un montant de 1 987 000 dollars pour l'exécution de 10 activités relatives aux programmes dans les domaines de la stabilisation des communautés et du renforcement de la confiance

entre les populations locales (l'accent étant mis sur les questions de genre et les jeunes), de l'état de droit et des droits humains :

a) **Stabilisation des communautés et renforcement de la confiance** : la MINUK continuera de favoriser l'application des recommandations du Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo portant sur la stabilisation des communautés et le renforcement de la confiance – deux domaines qu'elle juge prioritaires –, en exécutant des projets destinés à faciliter les activités de renforcement de la confiance entre les communautés et à promouvoir une communication stratégique axée sur les solutions. Elle continuera également de favoriser la participation des femmes et des jeunes aux activités de renforcement de la confiance, à la prise de décision et aux initiatives de dialogue politique en cours, le but étant de faire avancer l'exécution du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité au Kosovo ;

b) **État de droit et droits humains** : la MINUK poursuivra la mise en œuvre de projets visant à appuyer les institutions garantes de l'état de droit au Kosovo, dans le respect des normes et règles internationales relatives à la justice pénale et aux droits humains. Ces projets viseront avant tout à faciliter l'accès à la justice et à renforcer l'état de droit pour tous, à promouvoir et à protéger les droits humains au Kosovo, notamment le respect des droits des femmes et de l'égalité des sexes, et à améliorer la sécurité des communautés en favorisant une coopération plus étroite au niveau local entre le Service de police du Kosovo, les comités locaux de sûreté publique et la société civile.

### III. Analyse des variations<sup>1</sup>

55. Les termes standard qui figurent ci-après dans l'analyse des variations sont définis à l'annexe I B du présent rapport. Ce sont les mêmes que ceux qui ont été utilisés dans les rapports précédents.

	Variation	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	747,5	3,7 %

#### • Paramètres budgétaires : modification des barèmes des traitements

56. L'augmentation des ressources demandées s'explique par la révision du barème des traitements de base et par l'application du coefficient d'ajustement actualisé de 34,2 à toutes les catégories de personnel recruté sur le plan international lors de l'exercice 2022/23, alors que ce coefficient était de 31,7 lors de l'exercice 2021/22.

	Variation	
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	95,2	10,7 %

#### • Paramètres budgétaires : modification du coefficient d'ajustement et du taux de vacance

57. L'augmentation des ressources demandées s'explique essentiellement par : a) la hausse de l'indemnité de subsistance des Volontaires et b) l'application d'un taux de vacance de 8 %, par rapport au taux de 11 % appliqué pour l'exercice 2021/22 sur la base des niveaux de recrutement historiques.

<sup>1</sup> Les variations, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysées lorsqu'elles atteignent  $\pm 5$  % ou 100 000 dollars.

	<i>Variation</i>	
<b>Personnel temporaire (autre que pour les réunions)</b>	(26,3)	(40,0 %)

• **Paramètres budgétaires : allocation des coûts centraux**

58. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par le transfert au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix de la part revenant à la Mission des coûts ayant trait au personnel temporaire (autre que pour les réunions) chargé des activités relatives au projet d'appui à la mise en œuvre d'Umoja, alors que ces coûts étaient inclus dans le budget approuvé pour l'exercice 2020/21.

	<i>Variation</i>	
<b>Consultants et services de consultants</b>	(12,3)	(32,3 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

59. La diminution des ressources demandées s'explique principalement par le fait qu'il n'est pas nécessaire de charger une société de conseil externe de procéder à un contrôle de conformité préalable à la certification ISO, la MINUK ayant déjà la certification ISO 14001:2015 relative aux systèmes de management environnemental.

	<i>Variation</i>	
<b>Transports terrestres</b>	33,6	18,5 %

• **Gestion : remplacement de véhicules et d'autres matériels**

60. L'augmentation des ressources demandées s'explique par le remplacement d'un véhicule léger de transport de passagers ayant atteint la fin de sa durée d'utilité.

	<i>Variation</i>	
<b>Communications et informatique</b>	(152,5)	(8,2 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

61. La diminution des ressources nécessaires est principalement due à : a) la réduction du coût des lignes louées en raison de l'abandon par la MINUK des services de commutation par étiquette multiprotocole fournis par le Centre de services mondial de Valence (Espagne) et de leur remplacement par le recours à des fournisseurs locaux de services Internet, offrant une plus grande capacité de bande passante à Pristina et à Belgrade ; b) la réduction des frais des services d'hébergement de serveurs physiques du fait du moindre nombre de serveurs dans la Mission ; et c) aucun partage des coûts requis pour le système de surveillance à distance des infrastructures sur le terrain au cours de l'exercice 2022/23.

	<i>Variation</i>	
<b>Santé</b>	41,4	59,8 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

62. L'augmentation des ressources demandées tient essentiellement à l'achat de tests de dépistage rapide et d'équipements de protection individuelle dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

#### **IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre**

63. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la MINUK portent sur l'ouverture de crédits de 41 947 300 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, et sur la mise en recouvrement de ce montant.

**V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/301 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale, et à celles du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU**

**A. Assemblée générale**

**Questions intersectorielles**

(Résolution 75/301)

*Décision ou demande*

Se dit de nouveau gravement préoccupée par la menace que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter pour la vie, la santé et la sécurité, et souligne qu'il importe d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, notamment en utilisant des vaccins sûrs et efficaces pour le personnel civil et le personnel en tenue, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de la Mission contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en font la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (par. 10)

Prend note des mesures qui ont été adoptées pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de maintien de la paix, notamment pour permettre aux missions de continuer d'exécuter leur mandat tout en garantissant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales dans les pays hôtes, et prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport sur l'exécution du budget de la Mission et dans le projet de budget pour l'exercice suivant, des informations actualisées sur les conséquences de la pandémie, les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les mesures prises par la Mission pour améliorer sa préparation et sa résilience et collaborer avec les autorités du pays hôte et les acteurs régionaux et sous-régionaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie (par. 11)

*Mesures prises*

Face à la pandémie de COVID-19, la Mission a continué d'appliquer des mesures de réduction des risques telles que le recours au télétravail pour le personnel non essentiel et l'utilisation de plateformes de communication virtuelles. Elle a poursuivi ses activités opérationnelles de base et adapté ses activités relatives aux programmes et ses projets de renforcement de la confiance au nouveau contexte. Le centre médical de la Mission a reçu du renfort afin de pouvoir répondre aux besoins de l'ensemble des membres du personnel des Nations Unies et des personnes à leur charge en matière de prévention de la COVID-19 et de prise en charge. Une campagne de vaccination contre la COVID-19 a été menée pour l'ensemble du personnel de la Mission, qui avait permis de vacciner plus de 80 % du personnel et des personnes à charge à la fin de l'exercice 2020/21. La Mission a également ajusté l'orientation de ses activités relatives aux programmes pour soutenir la riposte à la pandémie de COVID-19 au Kosovo.

La MINUK a établi une équipe spéciale COVID-19 pour veiller à ce que les orientations du Siège soient respectées et superviser la hiérarchisation des activités ainsi que l'élaboration de directives et la diffusion d'informations à l'ensemble du personnel, conformément aux instructions de la direction et en consultation avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, le cas échéant. L'équipe spéciale a également suivi de près l'incidence de la pandémie et a pris note des enseignements tirés. La Représentante spéciale du Secrétaire général a en outre demandé à toutes les sections organiques d'ajuster l'orientation des activités relatives aux programmes prévues afin de soutenir la riposte à la pandémie de COVID-19.

La Mission a adapté l'exécution de ses activités relatives aux programmes et de ses projets de renforcement de la confiance pour tenir compte des



Note avec préoccupation les effets à moyen et à long terme de la pandémie de COVID-19 sur les pays, les régions et les sous-régions en proie à des conflits, et souligne qu'il importe que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies agissent, s'il y a lieu et dans la limite de leur mandat, en coordination avec les autorités nationales et les entités des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction après les conflits, la consolidation de la paix et le relèvement après la pandémie dans les pays et régions en conflit (par. 12)

Rappelle les paragraphes 16 et 18 de sa résolution [69/273](#) du 2 avril 2015 et, à cet égard, prie de nouveau le Secrétaire général de continuer à chercher des moyens novateurs de favoriser l'attribution de marchés du Siège et des bureaux extérieurs à des fournisseurs issus de pays en développement et de pays en transition et d'inviter les entreprises locales intéressées à demander leur inscription sur la liste des fournisseurs du Secrétariat de l'Organisation, afin que cette liste devienne plus diverse du point de vue géographique (par. 13)

restrictions liées à la COVID-19 et apporter un soutien humanitaire direct aux populations vulnérables les plus durement touchées par la pandémie. Tout au long de la pandémie de COVID-19, la MINUK et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sont restés opérationnels, tout en mettant en œuvre des mesures de réduction des risques pour le personnel, notamment le télétravail, et en coordonnant les efforts pour assurer le bien-être du personnel, la continuité des opérations et le soutien aux autorités et aux communautés locales. Dans l'action menée face à la COVID-19, la Mission, en étroite coordination avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, a continué de soutenir les institutions de santé publique et la population du Kosovo, en particulier auprès des populations vulnérables. Elle s'est également employée à renforcer ses capacités médicales en recrutant du personnel supplémentaire. Elle a continué d'assurer l'exploitation d'un centre opérationnel de lutte contre la COVID-19 et d'installations médicales et a fourni des vaccins et des tests PCR au personnel des Nations Unies et aux personnes à leur charge.

La Mission continuera à collaborer et à coopérer avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, notamment pour faire face aux répercussions à moyen et long terme de la COVID-19 au Kosovo.

Le Secrétariat continue de donner la priorité aux efforts visant à promouvoir les achats auprès de pays en développement et de pays en transition économique. Il s'est employé à faciliter la participation de fournisseurs de ces pays, notamment par : a) l'ouverture d'appels d'offres virtuels, donnant accès à tous les fournisseurs, y compris les petites et moyennes entreprises qui n'auraient pas pu participer autrement en raison des restrictions ou de frais de voyage ; b) l'introduction du multilinguisme, permettant aux fournisseurs de soumettre des certifications officielles et des documents financiers sur le Portail mondial des fournisseurs des organismes Nations Unies dans les six langues officielles au cours de la procédure d'inscription ; c) le déploiement d'une base de données contenant une liste de tous les fournisseurs agréés et exigeant que les responsables des achats invitent les fournisseurs qui ont participé aux séminaires et se sont inscrits au niveau de base à participer aux appels d'offres, en mettant

Engage le Secrétaire général à utiliser les matériaux, les moyens et les connaissances disponibles localement dans le cadre des projets de construction menés dans les opérations de maintien de la paix, dans le respect des dispositions du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies (par. 14)

Prie le Secrétaire général d'établir des cadres et des lignes directrices clairs pour déterminer la procédure d'appel à la concurrence – appel d'offres ou invitation à soumissionner – à utiliser, entre autres, pour l'acquisition de différents types de biens et services, notamment les services de transport aérien, et d'actualiser en conséquence le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies (par. 15)

particulièrement l'accent sur les fournisseurs des pays en développement et des pays en transition économique ; d) un partenariat avec le réseau mondial WEConnect International pour promouvoir les entreprises détenues par des femmes, en particulier celles des pays en développement et des pays en transition économique ; et e) la traduction du Manuel des achats en français et en espagnol. À terme, le Secrétariat continuera de faire montre d'innovation pour promouvoir les achats auprès des pays en développement et des pays en transition économique, notamment en explorant de nouvelles approches telles que des séminaires de formation commerciale pour les fournisseurs sur la façon de soumettre des propositions/offres à l'ONU et le lancement du programme de mentor-protégé, dans le cadre duquel les petits fournisseurs des pays en développement peuvent s'associer à de plus grandes entreprises pour étendre leur empreinte dans la chaîne d'approvisionnement des entités des Nations Unies, ainsi qu'en explorant la possibilité d'un partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour promouvoir la participation aux achats des entreprises appartenant à des femmes.

La MINUK confirme qu'elle utilise les matériaux, les moyens et les connaissances disponibles localement dans le cadre de ses projets de construction, dans le respect des dispositions du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies.

Les lignes directrices figurant à la section 6 (Appel à la concurrence) du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, qui a été mis à jour le 30 juin 2020, et plus particulièrement à la section 6.3 (Méthodes d'appel à la concurrence), résument les méthodes choisies en fonction de la situation. En particulier, l'appel d'offres est une méthode formelle normalement utilisée lorsque les besoins en biens et services : a) sont simples et directs ; b) peuvent être bien exprimés quantitativement et qualitativement au moment de l'appel d'offres ; et c) peuvent être fournis de manière simple. L'invitation à soumissionner est une méthode formelle utilisée pour l'acquisition de biens et de services lorsque les besoins ne peuvent être exprimés quantitativement et qualitativement (par exemple, services de conseil ou similaires) au moment de l'appel d'offres ou pour l'achat de biens et/ou de services complexes, pour lesquels les besoins peuvent être satisfaits de diverses manières et, par conséquent, une évaluation fondée sur une analyse cumulative/pondérée est la plus appropriée. Pour les

Prie également le Secrétaire général de prendre des mesures pour que l'Organisation se conforme aux meilleures pratiques en matière de transparence des marchés publics, notamment en rendant publiques plus d'informations sur l'issue des opérations d'achat, y compris dans le domaine des services de transport aérien, afin d'accroître encore la transparence des opérations d'achat de l'Organisation, et d'actualiser en conséquence le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies (par. 16)

Est consciente du rôle majeur joué par les acteurs régionaux et sous-régionaux dans les opérations de maintien de la paix et, à cet égard, encourage le Secrétaire général à approfondir les partenariats, la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et ces acteurs conformément aux mandats définis et à faire figurer dans son prochain rapport des informations sur l'approfondissement de ces relations (par. 17)

Réaffirme les dispositions de la section XVIII de sa résolution 61/276, considère toujours que les projets à effet rapide concourent notablement à la mise en œuvre des mandats de la Mission, souligne qu'il faut exécuter en temps voulu tous les projets de ce type dans le respect du principe de responsabilité et prie le

achats d'un montant supérieur à 150 000 dollars, l'une des deux méthodes formelles d'appel à la concurrence (c'est-à-dire l'appel d'offres ou l'invitation à soumissionner) doit être utilisée, sauf exception à la procédure normale, conformément à la règle 105.16 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU. Une invitation à soumissionner n'est requise que pour les marchés d'une valeur supérieure à 150 000 dollars, mais elle peut également être utilisée pour les marchés de moindre valeur (inférieurs ou égaux à 150 000 dollars) si les besoins sont complexes ou si le responsable des achats le juge approprié.

Il est indiqué à la section 1.4 du Manuel révisé des achats que la transparence implique que toutes les informations concernant les politiques, procédures, possibilités et processus en matière d'achat sont précisément formulées, rendues publiques ou communiquées simultanément à toutes les parties intéressées. Un système transparent repose sur des mécanismes clairs afin de garantir le respect des règles établies (par exemple, spécifications impartiales, critères d'évaluation objectifs, dossiers d'appel à la concurrence normalisés, informations identiques fournies à toutes les parties et confidentialité des offres, etc.). Des informations détaillées sur les marchés attribués et les commandes passées par toutes les entités du Secrétariat sont désormais publiées sur le site Web et sur l'application mobile de la Division des achats de l'ONU.

La Mission maintiendra des liens étroits de coopération avec l'OSCE et multipliera les contacts avec les partenaires institutionnels de l'Union européenne, notamment EULEX, les principales capitales et d'autres institutions, afin de favoriser une plus grande coopération et une confiance mutuelle et de développer l'association, la coopération et la coordination de la Mission avec les acteurs régionaux et sous-régionaux. La Mission continuera également à renforcer sa coordination avec l'Union européenne, y compris EULEX, l'OSCE et le Conseil de l'Europe, afin de contribuer à instaurer la confiance entre les communautés et à favoriser l'échange d'informations liées à la sécurité avec la KFOR, l'OSCE, EULEX, les interlocuteurs internationaux et les autorités locales.

La MINUK n'administre pas de projets à effet rapide, mais met en œuvre des projets de renforcement de la confiance et des activités relatives aux programmes. Ses projets de renforcement de la confiance ont avant tout pour objectif d'encourager la réconciliation entre les communautés au Kosovo, notamment au niveau

Secrétaire général de renforcer l'effet de ces projets tout en s'attaquant aux problèmes sous-jacents (par. 18)

Rappelle que le recours aux consultants doit être limité au strict minimum et que l'Organisation doit mobiliser ses ressources internes pour les activités de base et les fonctions qui s'inscrivent dans la durée (par. 19)

Souligne qu'il importe, dans les situations d'insécurité, de donner la priorité à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies ainsi qu'aux activités de protection des civils et demande que toutes les missions de maintien de la paix soient dotées de ressources suffisantes pour s'acquitter de leur mandat de manière efficace et efficiente, notamment lorsque celui-ci prévoit que la protection des civils soit assurée (par. 20)

Est consciente des problèmes de sécurité croissants auxquels fait face le personnel de maintien de la paix des Nations Unies, souligne de nouveau qu'il importe d'améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et du personnel des missions d'une manière intégrée, notamment en intensifiant les activités de formation et de renforcement des capacités, en améliorant la planification de la protection des forces dans les camps des Nations Unies et en étoffant la capacité d'appréciation des situations, prie le Secrétaire général et les autorités des pays hôtes de s'acquitter des responsabilités qui leur incombent en vertu de ses résolutions et de celles du Conseil de sécurité pour ce qui est d'améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et du personnel des missions des Nations Unies, prie le Secrétaire général de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport et note avec satisfaction l'action que mènent les États Membres pour promouvoir la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies (par. 21)

Redit sa préoccupation face au nombre élevé de postes vacants dans la composante civile, prie de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que ces postes soient pourvus rapidement, et le prie de passer en revue les postes qui sont vacants depuis 24 mois ou plus et de proposer, dans le prochain projet de budget, soit leur maintien, sur justification de leur utilité, soit leur suppression (par. 22)

local afin de faire progresser rapidement la situation à cet égard et de faciliter ainsi l'exécution de son mandat. Les activités de la MINUK relatives aux programmes visent à traiter les problèmes systémiques dans les domaines des droits de l'homme, de l'État de droit et du soutien aux communautés à un niveau stratégique au Kosovo.

Le recours de la MINUK à des consultants externes a été limité au strict minimum. La Mission fait actuellement appel à des services de consultants externes pour les communications et la technologie, la gestion de la qualité de l'eau et les certifications et audits ISO.

La MINUK continuera de se concentrer sur la protection de son personnel et de ses sites au Kosovo. Elle utilise les ressources disponibles pour renforcer les capacités du personnel de sûreté et de sécurité en le dotant des connaissances et de l'expertise spécifiques requises pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de sécurité.

La sûreté et la sécurité de la Mission et du personnel en tenue sont garanties de manière adéquate par l'examen régulier, par l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, des plans d'urgence et des documents relatifs à la gestion des risques de sécurité et autres documents correspondants. Cette surveillance est étayée et complétée par l'installation du dispositif intégré de sécurité, qui permet de contrôler les accès, en plus des mesures d'atténuation en place au quartier général principal et dans les bureaux régionaux pour assurer la sécurité maximale des membres du personnel et des personnes de leur famille concernées et permettre l'exécution la plus sûre et la plus efficace possible des programmes et des activités du système de gestion de la sécurité des Nations Unies au Kosovo.

La MINUK continue de tout mettre en œuvre pour pourvoir les postes vacants en collaborant étroitement avec les responsables de postes à pourvoir et en formulant de nouvelles recommandations sur la procédure de recrutement dans Inspira. Un poste de juriste de niveau P-4 à la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires était vacant depuis plus de 24 mois au 31 janvier 2022. Afin de le pourvoir, une ouverture de poste spécifique a été publiée le 16 août 2021 pour une période de 30 jours. Le responsable du

## Décision ou demande

## Mesures prises

Prie le Secrétaire général de continuer à s'efforcer de parvenir à une répartition géographique équitable au Secrétariat et de garantir une répartition géographique aussi large que possible dans tous les départements et bureaux et pour les postes de toutes les classes, y compris les postes de directeur et ceux de la catégorie des fonctionnaires de rang supérieur, et le prie d'en rendre compte dans son prochain rapport d'ensemble (par. 23)

Se déclare extrêmement préoccupée par les retards pris dans le règlement des demandes d'indemnité de décès ou d'invalidité et prie de nouveau le Secrétaire général de faire en sorte que les demandes soient réglées dans les meilleurs délais, jamais plus de trois mois après la date de présentation (par. 24)

Prend note de l'élaboration d'indicateurs d'impact dans le cadre du Système complet d'évaluation de la performance et, à cet égard, prie le Secrétaire général d'indiquer dans son prochain rapport les résultats obtenus au regard des tâches prescrites et l'impact de l'allocation des ressources sur ces résultats, mesurés à l'aune de ces indicateurs, et d'expliquer comment ceux-ci aideront à déterminer les ressources nécessaires à l'exécution des différentes tâches (par. 25)

recrutement a évalué les candidatures, sélectionné les candidats et organisé des entretiens et le dossier a été approuvé par les organes centraux de contrôle sur le terrain le 17 décembre 2021. La sélection finale a été faite et le poste devrait être pourvu en mars 2022.

Les responsables du recrutement envoient une liste de candidats recommandés, accompagnée d'informations sur la répartition par genre et la répartition géographique, à la Représentante spéciale du Secrétaire général/Chef de la Mission. Cette dernière prend la décision finale après avoir pris en compte un certain nombre de facteurs, afin, notamment, d'assurer une répartition géographique plus large et plus équitable et de diversifier géographiquement les effectifs, conformément au contrat qu'elle a conclu avec le Secrétaire général. La MINUK dispose également d'outils d'informatique décisionnelle comprenant des informations sur le genre et la répartition géographique, qui sont actualisés tous les mois pour permettre aux hauts responsables de prendre des décisions en connaissance de cause.

Le Secrétariat donne la priorité aux demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité et met tout en œuvre pour que toutes ces demandes soient réglées le plus rapidement possible, mais au plus tard 90 jours après la date de présentation et après réception de toutes les pièces justificatives.

Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance utilise des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des tâches prescrites à deux niveaux :

- a) changement souhaité dans le comportement, l'attitude, les connaissances, la position ou la capacité des parties prenantes identifiées comme essentielles à l'exécution du mandat de la Mission ; et
- b) changement souhaité au niveau stratégique, comme l'amélioration de la situation sécuritaire ou l'adhésion des parties à un accord de paix et sa mise en œuvre.

Les données relatives à ces indicateurs servent de base à des évaluations approfondies de l'impact et de la performance de la Mission et permettent de recenser les succès et les obstacles, y compris ceux qui se situent en dehors de la sphère d'influence de cette dernière. Ces évaluations sont à leur tour utilisées pour affiner les produits de la Mission. Comme les résultats du Système sont de plus en plus utilisés pour la planification des activités de la Mission, les indicateurs de performance et d'impact et les analyses de données joueront un rôle de plus en plus déterminant dans l'élaboration des tableaux du cadre de budgétisation axé sur les résultats.

Prie le Secrétaire général de fournir dans son prochain rapport un plan de mise en service du nouveau Système complet d'évaluation de la performance, assorti d'une analyse, portant notamment sur les liens qui existent entre le Système, la planification de la Mission et l'établissement du budget, afin de faciliter l'examen qu'elle consacrera aux ressources demandées pour le Système (par. 26)

Prend note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie environnementale pluriannuelle visant à réduire l'empreinte des opérations de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de renforcer les mesures prises pour la mettre en œuvre dans toutes les missions de maintien de la paix, compte tenu des cinq piliers qui y sont énoncés et conformément aux mandats confiés par les organes délibérants, en fonction des conditions régnant sur le terrain et dans le plein respect des règles et règlements applicables, et de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport d'ensemble (par. 27)

Prend note des recommandations du Comité consultatif sur l'utilisation de plateformes virtuelles et sur le recouvrement des coûts afférents au transport à bord d'appareils des Nations Unies de personnes autres que le personnel des Nations Unies, et demande instamment que, pour la mise en œuvre de ces recommandations, il soit tenu compte des circonstances propres à telle ou telle mission, sans compromettre l'exécution du mandat (par. 28)

Souligne l'importance du dispositif d'application du principe de responsabilité mis en place par le Secrétariat et prie le Secrétaire général de continuer de renforcer la gestion des risques, la transparence et les contrôles internes pour ce qui est des budgets des opérations de maintien de la paix afin de faciliter l'exécution des mandats, et de rendre compte de la question dans son prochain rapport (par. 29)

Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance était totalement déployé à la MINUK en 2019. Tout en faisant appel à l'ensemble des compétences disponibles au sein de la Mission, la mise en œuvre du Système est supervisée par le Bureau du (de la) Chef de cabinet. Le Système permet à la Mission de procéder à des évaluations régulières et intégrées de la planification et de la performance afin de garantir une approche coordonnée de l'exécution du mandat ainsi que l'adaptation et le renforcement de cette approche eu égard à la performance passée et à l'évolution de la situation. En 2022/23, la Mission prévoit de réaliser 2 évaluations de la performance, en fonction de ses besoins et de l'évolution de la situation, et elle adaptera le cadre de résultats et les opérations ressortant de son Système complet de planification et d'évaluation de la performance sur la base de ces évaluations.

La Mission continuera de mener des initiatives et des activités destinées à atténuer davantage l'incidence de ses activités sur l'environnement et à mieux sensibiliser les différents intervenants, conformément à la stratégie de protection de l'environnement et aux politiques de gestion des déchets de l'Organisation et au plan d'action pour l'environnement dans la zone de la Mission. Elle s'efforcera de mettre en œuvre des initiatives dans les domaines de l'efficacité énergétique, du recyclage et de la plantation d'arbres et mènera des activités de sensibilisation, en particulier dans le contexte de la Journée mondiale de l'environnement.

Face à la pandémie de COVID-19, la Mission a continué d'appliquer des mesures de réduction des risques telles que le recours au télétravail pour le personnel non essentiel. Elle a également adopté des plateformes de communication virtuelles pour certaines réunions intéressant les activités relatives aux programmes et a demandé au personnel d'utiliser ces plateformes virtuelles pour l'exécution des tâches habituelles en télétravail. La MINUK ne dispose pas d'une flotte de transport aérien.

La Mission continuera de donner suite aux recommandations des organes de contrôle pour améliorer son fonctionnement. Elle est en train d'actualiser son inventaire des risques et son plan d'intervention, qui seront examinés sur une base régulière afin d'évaluer les risques de niveau élevé dans tous les domaines de la mise en œuvre du mandat et pour toutes les opérations et de s'assurer que des stratégies appropriées sont en place pour y remédier et les atténuer.

## Décision ou demande

## Mesures prises

Souligne l'importance des priorités qui ont été fixées concernant les femmes et la paix et la sécurité, et considère que la mise en œuvre de ces priorités par la mission peut contribuer à l'instauration d'une paix durable et aider à trouver des solutions politiques pérennes (par. 31)

La Mission continuera de mettre en avant l'importance du programme relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité pour faire avancer les processus politiques, sociaux et économiques au Kosovo en appliquant sa Stratégie-cadre de promotion de l'égalité des sexes pour la période 2022-2025. Elle s'emploiera notamment à favoriser une véritable participation des femmes à l'instauration de la confiance intercommunautaire, aux processus politiques et aux structures de gouvernance, car leur implication contribue à l'instauration d'une paix durable.

Se déclare préoccupée par les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles signalées dans les missions de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de continuer d'appliquer la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles concernant l'ensemble du personnel civil, des contingents et des effectifs de police, et de lui rendre compte à ce sujet dans son prochain rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (par. 32)

Il sera fait état des dispositions prises par toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la MINUK, pour répondre aux problèmes soulevés, dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles.

## B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

### Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

([A/75/822/Add.11](#) et résolution [75/301](#) de l'Assemblée générale)

## Demande ou recommandation

## Mesures prises

Le Comité consultatif réaffirme qu'il estime que les taux de vacance proposés doivent être fondés, dans la mesure du possible, sur les taux effectifs. Lorsque les taux proposés sont différents des taux effectifs, il convient de justifier clairement le choix des taux retenus dans les projets de budget et les documents connexes (voir [A/74/737/Add.5](#), par. 14, et [A/73/755/Add.5](#), par. 21) (par. 17).

Les taux de vacance proposés pour le personnel civil pour la période 2022/23 tiennent compte des tendances observées par le passé, des taux actuels d'occupation et des projections de déploiement pour l'exercice.

Le Comité consultatif demande de nouveau que des efforts soient faits pour aligner le nombre de véhicules de la Mission sur les coefficients standard prescrits et compte qu'il sera rendu compte du résultat des mesures prises à cet égard dans le prochain budget (voir [A/74/737/Add.4](#), par. 20 d), et [A/73/755/Add.5](#), par. 29) [par. 22 c)].

Le coefficient de véhicules de la Mission est légèrement supérieur (de 3 véhicules) au coefficient standard établi par le Siège de l'ONU. La distribution des véhicules a été approuvée par le Comité des dotations en véhicules de la Mission, qui a conservé 3 véhicules pour leur utilisation à des fins opérationnelles par le quartier général de la Mission à Pristina, le Bureau de Peja, le Bureau régional de Mitrovica et quatre sous-bureaux supplémentaires à Zvecan, Leposavic, Mitrovica Nord et Zubin Potok.



Le Comité consultatif note que la Mission ne demande pas de ressources au titre des projets à effet rapide ; il estime néanmoins que la frontière entre les projets de renforcement de la confiance, les autres activités relatives aux programmes et les projets à effet rapide mérite d'être plus clairement définie, tout comme la nature des projets de renforcement de la confiance. De ce fait, le Comité est d'avis qu'il convient d'établir un plan de mise en œuvre comportant des projets à moyen et long terme pour l'exécution des activités relatives aux programmes et des autres projets de proximité. Il considère en outre qu'il faudrait que les projets soient évalués régulièrement et que les ressources soient allouées aux projets ayant les effets les plus marqués, sur la base des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience. Le Comité compte que des informations détaillées au sujet des activités relatives aux programmes et des projets de proximité, y compris les évaluations de projets et les enseignements tirés, seront présentées dans le prochain projet de budget (par. 27).

En ce qui concerne les activités relatives aux programmes, le Comité consultatif rappelle en outre que l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de veiller à ce que la Mission ait à rendre compte de l'emploi qu'elle fait des fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et a également prié le Secrétaire général de renforcer l'effet de ces activités tout en s'attaquant aux problèmes sous-jacents. Le Comité rappelle que ces activités doivent être menées conformément aux orientations pertinentes et tenir compte du contexte spécifique dans lequel la Mission opère. Il compte que des informations détaillées sur les activités relatives aux programmes de la Mission figureront dans le prochain projet de budget et le prochain rapport sur l'exécution du budget (voir résolution 74/288, par. 20) (par. 28).

S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé que, durant la pandémie de COVID-19, la Mission s'était mise à consulter ses clients et bénéficiaires par des moyens virtuels. S'agissant de ses

La MINUK confirme également que tous les véhicules sont mis à disposition à des fins opérationnelles uniquement, sauf pour le transport du personnel de catégorie VIP (D-1 et plus), ce qui est conforme aux directives du Siège de l'ONU.

La Mission a officiellement créé le groupe de pilotage des activités de programme, qui est chargé d'assurer une supervision stratégique de toutes les activités de programme menées par la Mission, ainsi que de fixer des priorités et un plan de mise en œuvre pour les différents projets. Le groupe de pilotage continuera de veiller à ce que les ressources soient dirigées vers les projets ayant les effets les plus marqués. L'équipe de coordination des activités de programme de la Mission est chargée d'examiner et d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets et d'identifier les meilleures pratiques et les enseignements tirés.

La Mission a officiellement créé le groupe de pilotage des activités de programme afin d'assurer une supervision stratégique de toutes les activités de programme menées par la Mission, en encadrant la création et la mise en œuvre de toutes lesdites activités et l'élaboration de rapports y relatifs. Les travaux menés par le groupe de pilotage ont permis à ce dernier de procéder au contrôle de la qualité des propositions de programmes. L'équipe de la Mission chargée de coordonner les activités de programme a également continué de se réunir pour examiner et évaluer l'état d'avancement des projets au niveau opérationnel et s'assurer de la bonne allocation des ressources financières et de la bonne exécution du budget. Ces mécanismes de contrôle démontrent donc que la Mission continue d'assumer ses responsabilités et de s'acquitter de son obligation de rendre des comptes en ce qui concerne l'utilisation de ses fonds consacrés aux activités relatives aux programmes. La Mission effectue également un contrôle de la qualité de toutes ses activités planifiées.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la Mission a redéfini ses activités de programme pour l'exercice 2020/21 afin de relever les différents défis posés par la crise sanitaire, notamment en passant à



*Demande ou recommandation*

activités de programme, elle avait élaboré et mis en place une structure permettant de revoir rapidement les projets et d'adapter ou de modifier ceux en cours tout en répondant aux demandes d'assistance des autorités locales et en se rapprochant des groupes les plus vulnérables de la société touchés par la pandémie. Le Comité a été informé que les projets de renforcement de la confiance et les activités de programme continuaient en grande partie d'être mis en œuvre virtuellement par des technologies numériques. Le Comité consultatif prend note du passage au virtuel des projets de renforcement de la confiance et des activités de programme et compte que, dès que la situation le permettra, la Mission exécutera ses projets davantage sur le terrain en vue d'en assurer la réalisation concrète et tangible (par. 29).

Le Comité consultatif se félicite de la représentation des femmes au sein de la MINUK et compte que celle-ci poursuivra ses efforts visant à améliorer la représentation géographique et qu'elle fournira des informations à ce sujet dans ses prochains rapports (voir également [A/73/755/Add.4](#), par. 32) (par. 36).

*Mesures prises*

des plateformes virtuelles. Toutefois, pour les exercices 2021/22 et 2022/23, et au fur et à mesure que les restrictions concernant les réunions en présentiel seront levées en fonction des circonstances et des niveaux de pandémie au Kosovo, elle augmentera le nombre de projets de renforcement de la confiance et d'activités de programme réalisés sur le terrain.

Les responsables du recrutement envoient une liste de candidats recommandés, accompagnée d'informations sur la répartition par genre et la répartition géographique, à la Représentante spéciale du Secrétaire général/Chef de la Mission. Cette dernière prend la décision finale après avoir pris en compte un certain nombre de facteurs, afin, notamment, d'assurer une répartition géographique plus large et plus équitable et de diversifier géographiquement les effectifs, conformément au contrat qu'elle a conclu avec le Secrétaire général. La MINUK dispose également d'outils d'informatique décisionnelle comprenant des informations sur le genre et la répartition géographique, qui sont actualisés tous les mois pour permettre aux hauts responsables de prendre des décisions en connaissance de cause.

## Annexe I

### Définitions

#### A. Terminologie se rapportant aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines

La terminologie ci-après se rapporte aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines (voir la section I du présent rapport).

- **Création de poste** : proposée lorsque des ressources supplémentaires sont nécessaires et qu'il est impossible de les prélever sur les effectifs d'autres bureaux ou d'assurer autrement l'exécution de certaines activités dans les limites des ressources existantes.
- **Réaffectation de poste** : proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine. Il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe.
- **Transfert de poste** : proposé lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste autorisé pour des fonctions comparables ou connexes dans un autre bureau.
- **Reclassement ou déclassement de poste** : proposé lorsqu'il est envisagé de changer la classe d'un poste, du fait que les attributions et responsabilités qui y sont attachées ont été sensiblement modifiées.
- **Suppression de poste** : proposée lorsqu'un poste autorisé n'est plus nécessaire ni à la réalisation des activités pour lesquelles il a été approuvé ni à celle d'autres activités prioritaires de la Mission.
- **Transformation de poste** : trois cas de figure sont possibles :
  - Transformation d'un emploi de temporaire en poste : il s'agit de transformer en poste un emploi de temporaire, financé au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), du fait que les fonctions considérées ont un caractère continu ;
  - Transformation d'un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national, compte tenu du caractère continu des fonctions considérées, conformément au paragraphe 11 de la section VIII de la résolution [59/296](#) de l'Assemblée générale ;
  - Transformation d'un poste de fonctionnaire international en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer en poste d'agent recruté sur le plan national un poste d'agent recruté sur le plan international approuvé.

#### B. Terminologie se rapportant à l'analyse des variations

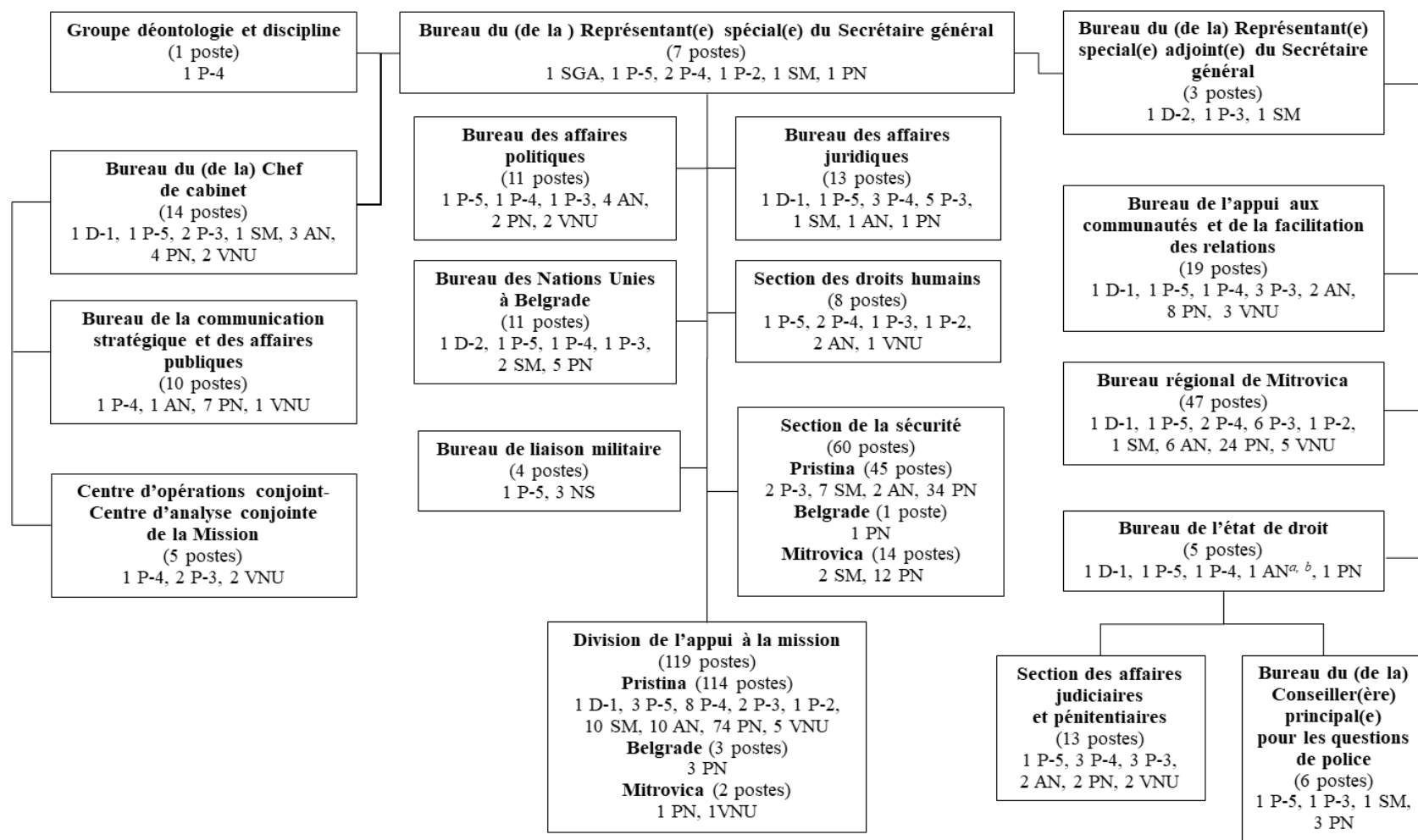
On trouve à la section III du présent rapport, pour chaque rubrique, une indication du facteur auquel la variation est principalement imputable, les facteurs types recensés étant classés dans les quatre grandes catégories ci-après :

- **Mandat** : Variations liées à une modification de la portée ou de la nature du mandat ou à une révision des réalisations escomptées dans le cadre du mandat ;

- **Facteurs externes** : Variations imputables à des acteurs extérieurs ou à des situations qui échappent au contrôle de l'Organisation ;
- **Paramètres budgétaires** : Variations qui tiennent aux règles, directives et politiques de l'Organisation ;
- **Gestion** : Variations dues à des décisions de gestion devant permettre d'obtenir les résultats attendus avec plus d'efficacité (par exemple révision des priorités ou ajout de produits) ou avec plus d'efficience (par exemple réduction des effectifs ou des moyens nécessaires à l'exécution des produits sans incidence sur les produits) ou liées à des problèmes qui apparaissent au stade de l'exécution (par exemple sous-estimation du coût ou du volume des moyens nécessaires à l'exécution des produits ou retards dans le recrutement).

## Annexe II Organigrammes

### A. Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

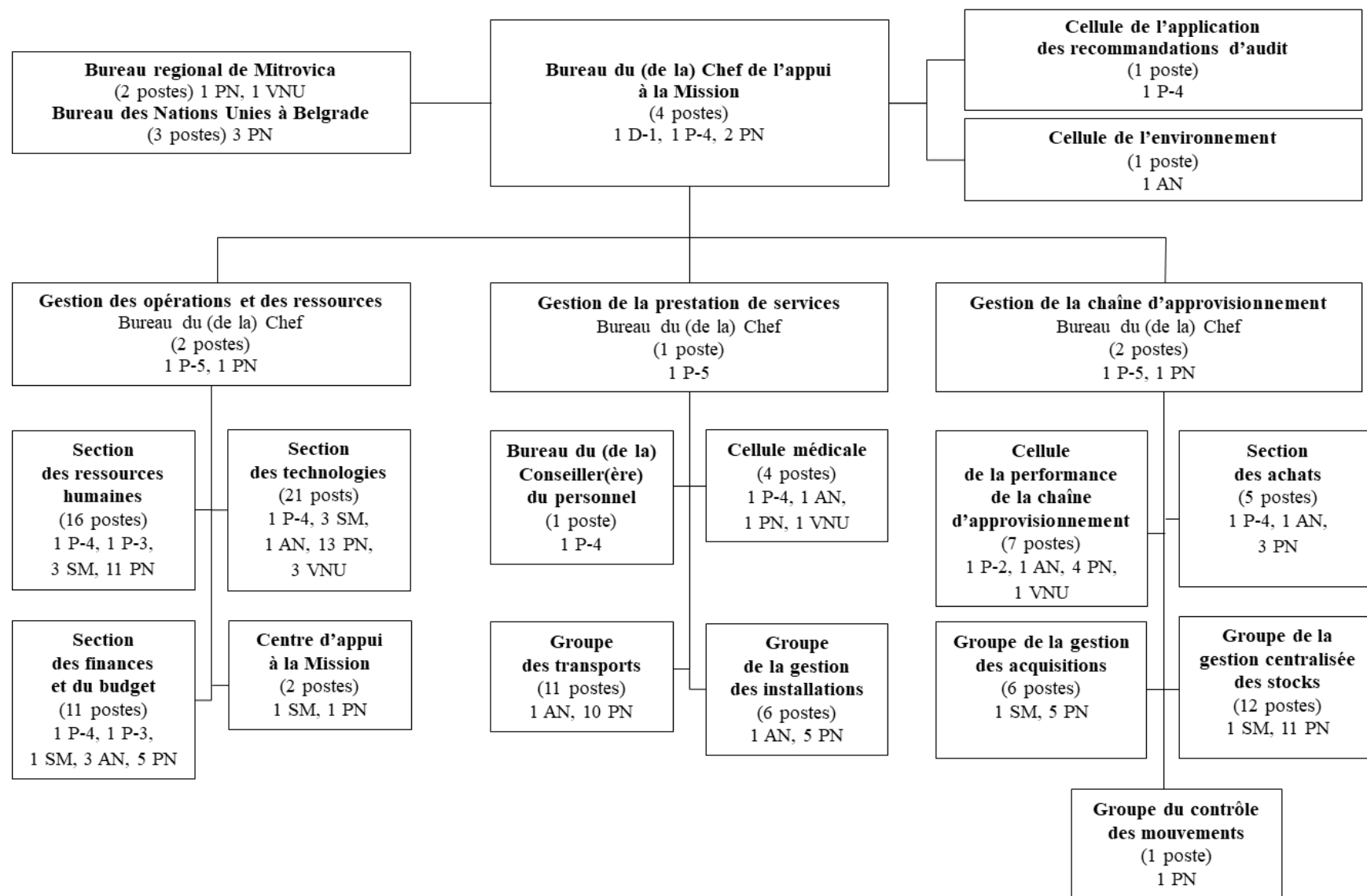


*Abréviations :* AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; PN = personnel recruté sur le plan national ; SGA = Secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; VNU = Volontaires des Nations Unies.

<sup>a</sup> Réaffectation.

<sup>b</sup> Conversion.

## B. Division de l'appui à la mission



*Abréviations* : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; PN = personnel recruté sur le plan national ; SM = agent(e) du Service mobile ; VNU = Volontaires des Nations Unies.

## Carte

